

2.00 F
Algérie, 1,30 HA; Maroc, 1,00 H
Allemagne, 1,20 DM; Autriche,
13 fr.; Canada, 5,05; Côte-
d'Ivoire, 4 fr.; Espagne, 25
fr.; Grèce, 25; Italie, 500 L; Liban, 250 P.
Norvège, 3 kr.; Pays-Bas,
27 esc.; Sénégal, 160 F CFA
Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 75 cts

Tarif des abonnements
5, RUE DES FILLES
75487 PARIS CE
C.C.P. 4297-23
Tél. Paris 20
Tél. : 245-7

Directeur : Jacques Fournier

Les relations franco-algériennes

La visite de M. François-Poncet
est destinée à consolider
la détente entre les deux pays

M. Jean François-Poncet, ministre français des affaires étrangères, est en visite officielle samedi 23 et dimanche 24 juin à Alger à la tête d'une importante délégation.

D'une importante délégation de fonctionnaires du Quai d'Orsay, répond à une invitation de son collègue algérien, M. Benyahia, de l'Assemblée nationale, M. Raboult, par le premier ministre M. De Gaulle, et, dimanche après-midi, par le président Châdi Benjedid.

Depuis le voyage à Alger, en 1975, de M. Giscard d'Estaing, qui avait fait naître de grandes espérances, les relations entre les deux pays s'étaient gravement détériorées. M. François-Poncet a voulu rétablir un climat de confiance et de consolider une détente survenue depuis quelques mois mais encore fragile et menacée par le nouveau contentieux sur l'avenir des travailleurs algériens en France.

De notre correspondant

At the time of the study, the mean age of the participants was 21.3 years (range 18–24 years).

Le 25 novembre, à l'occasion d'un dîner, le chef de la mission française à Alger a tenu une conférence avec les membres du Comité algérien de la Jeunesse. Le chef de la mission française a souligné le rôle de la Jeunesse algérienne dans l'histoire de relations franco-algériennes et a exprimé l'optimisme de la France à l'égard de la coopération franco-algérienne et par une proposition d'attribuer à la Jeunesse algérienne le prix de l'année 1971 du climat semblable à celui attribué à la Jeunesse algérienne en 1969. Le chef de la mission française a également souligné le rôle de la Jeunesse algérienne dans l'histoire de relations franco-algériennes et a exprimé l'optimisme de la France à l'égard de la coopération franco-algérienne et par une proposition d'attribuer à la Jeunesse algérienne le prix de l'année 1971 du climat semblable à celui attribué à la Jeunesse algérienne en 1969.

liens entre la France et l'Algérie.
DANIEL JINOUA.

Les bonnes dispositions manifestées de part et d'autre permet-

Page 2

FRANCE

FRANCIS

... rumeurs et des trans-
... s commerciales, dans l'
... fférence de ceux dont il
... fierté nationale. L'he-
... ant à la sobriété, ce tém-
... passé ne sera pas récla-
... sa mère patrie. Au Ha-
... France livré aux mo-
... ronge d'ennui et d'inacti-
... France livrée à la soif.

RY DE BEAUCÉ

Angleterre siècle

unique, l'extension de la
nics, l'apparition des par
monde ressemblent en ca
dèle paresseux. Dictature
conformisme mou risquer
es transformer brutalisme
tamine rigoureuse, en
tamine dur ou en surtoute
meine.

JACK LA

(Lire la suite page 31)

Le Japon, Angleterre du XXI^e siècle

Avec *Fila abolue*, Thierry de
Mouzon nous donne un petit lire
récée sans parce que moderne. Il
se l'embarasse pas d'érudition. Il
écrit autant que possible les des-
criptions de la vie de la région.
Mais qui nous émerveillent tout
surtout. C'est pas son pro-
fessionnel, l'archéologue, mais son
homme en son écriture au siècle
présent. Il rend compte des
conditions qu'inspire un premier
niveau de la vie. Il nous fait
savoir, plutôt qu'analyser et descrip-
tions didactiques. S'il y a jeu de
langues. Ainsi la modernité pou-
rait fonctionner à l'aveugle dans
la société industrielle. On ne cru
sur nous. Mais le ordre de l'énergie
le ralentissement de l'activité éco-
nomique, l'absence de l'indus-
trie, l'apparition des pays
tiers-monde remettent en cause
notre vision du monde.
Il nous confirme tout rigueur
de se transformer brutalement
dictature rigoureuse, en condi-
tions de la vie, on surmonte
l'ennemi.

JACK LANG.

[illegible]

Le Monde
publie
**LES PREMIÈRES
ÉLECTIONS
EUROPÉENNES**

La campagne et les résultats
dans les neuf pays
Les institutions et le rôle
de la C.E.E.
Une brochure de 120 pages
18 F


 le must de *Cartier*
 Paris

 MONTRES SANTOS
*Perfection technique, raffinement esthétique,
 garantie à vie.*

Le nouveau hydrocarbure.
(Lire la suite page 38.)


LONGCHAMP
DIMANCHE
**GRAND PRIX
DE PARIS**
télé
7 JOURS

Location des places de tribune
Tél. 268.9202

**RESTAURANT
PANORAMIQUE**
tél. 506.55.72

Le Monde
publie
**LES PREMIÈRES
ÉLECTIONS
EUROPÉENNES**

La campagne et les résultats
dans les neuf pays

Les institutions et le bilan
de la C.E.E.

Une brochure de 120 pages :
18 F

OUBLIER ?

Le vrai danger

par GILBERT COMTE

l'antisémitisme vichyste, lâchement aujourd'hui d'obtenir, avec l'annulation du procès Legnau, l'effacement de ce fait odieux de l'oeil de son honte. Il néglige un peu sommairement qu'un nombre appréciable de conservateurs rejoignent de Gaulle à Londres. Le général lui-même n'y arriva pas avec des convictions de gauche très élaborées. Même si l'objet principal de la controverse se situe ailleurs, acceptons la thèse de M. Badinter pour sa part d'exactitude, mais aussi pour les commodités de réfutation qu'elle offre contre elle-même avec une involontaire obligeance.

prof. VLADIMIR PABÍ (*)

mourbes collectifs commis dans les « ministres djabels de l'Algérie française ». J'admets que cette juxtaposition ait ces amalgames signifient essentiellement que tout peuple, quel que soit son degré de culture et de morale, et quel que soit son régime propre, est susceptible, lorsque certaines conditions sont réunies, de révéler un affaïssement contre lequel rien ne le prémunit, sinon la vigilance de tels ou tels rares minorités intègres.

Un mauvais procès

mes paragraphes affirmait on revanche : « Une vengeance légitime excusait l'oubli. » Un autre confirmait qu'au cours de son calvaire, « des souffrances inouïes sacralisaient » la communauté juive. Me suppose-t-on tellement dépourvu de sensibilité humaine, si possible d'imaginer une seule seconde qu'une sacralisation puisse jamais finir avec l'arrêt de pourpours judiciaires. Autrement dit quelle résulte d'un acte en gâche des sceaux, ou d'un de ses juges de destruction ! Depuis quand l'éternité, la transcendance dépend-elles des pouvoirs en place ?

En 1940, les disciples d'Edouard
Brunet gaspillèrent les charbon-
niers de Ravensbrück et les
chârniers de Ravensbrück avec
l'incrédulité, puis l'absénte,
l'absentement des communis-
tes français devant le rapport
Khrouchtchev onze années plus
tard. D'abord sceptiques, puis
absurdis. Ils n'ont pas
regardé l'horreur en face. Quel-
ques individus isolés, quelques
groupes ont été drités, insoute-
nables. Les groupes organisés les
refusent toujours. Elles menacent
trop leur cohésion. A l'avallanche
des faits, ils répondent par

Séparés sur le sens du mot *prescription*, mes contradicteurs me reprochent néanmoins, en des termes très comparables, d'établir des comparaisons superficielles entre des massacres d'innocents répartis sur des siècles antérieurs au nôtre, et les atrocités nazies. Cette « *comptabilité* macabre » indigna M. Pierre-Blais, député du dix-huitième arrondissement de Paris, « *Laissons de côté* » cet « *argument sans cesse ressassé* », s'empêta M. Badinter, Bertrand Poirot-Delpech refuse lui aussi qu'on « *comptabilise* ».

Male déjà l'insistance avec laquelle il s'en prend à Serge Klarsfeld est choquante. Même si je ne partage pas ses objectifs (parce que je pense que la lutte doit se mener sur un autre plan), je ne peux le blâmer pour l'intériorité de son combat. La génération des survivants avait eu tendance, dans un but d'épaissement et de

Juive. Mais, après tout, ce n'est pas nous, mais un Henri Amoureux qui évoque récemment les « quarante millions de pétainistes » de l'année 40. Voir également les actes des colloques « Chrétiens et Eglise sous l'occupation » (Grenoble, octobre 1978, et Lyon, janvier 1979, où le problème est abordé avec un courage exemplaire).

M^r Robert Rädiner n'en croit évidemment rien dans ses combats devant les tribunaux, où le langage prend une autre tournure, plus crânes. Malgré une culture juridique plus qu'inférieure à la sienne, inexistante pour tout avouer, m'autorisera-t-il à lui signaler qu'en aucun pays et en aucun temps, dans le dictionnaire, dans le code ni même sous mon humble plume, la prescription n'a jamais signifié l'oubli? Elle éteint automatiquement l'arrêt d'une action de la victime contre le criminel, jamais l'abolition du crime. Encore moins son apologie. En profane, je m'étonne qu'un maître — j'allais dire un prêtre — du barreau confonde des notions aussi simples.

d'inaudibles murmures, des regrets parcmoules ou indistincts, puis courent s'occuper d'autre chose. Notre droite nationale se compose de républicains et de monarchistes, d'hommes et de femmes, d'une morale pétrée d'amoralisme ou de haines et les réalisations, d'abord délaissées de revenir, au pouvoir.

M. Badinter ne précise pas de quel cadastre il parle. La dictature description qu'il trace — intelligence, talent, antitradisme, convictions démocratiques, — exclut manifestement les gros bras et cerveaux rebourrés d'aggrégations derrière MM. Le Pen et Tixier-Vignancourt depuis la chute de l'« Organisation pour la République ».

Le manifeste de l'économie libérale, l'absence de l'« Organisation pour la République », l'autre tendance d'interventions fort peu au rapport complexes entre l'antislavisme de l'affaire Dreyfus et celui de

J'en meurs assez volontiers à l'abbaye de St. Sulpice. Klarsfeld n'invoquait précisément ce bilan lugubre et l'appel des poursuites judiciaires qu'il engagea contre M. Leguay avec l'Association juive pour le jugement des criminels nazis qui ont opéré en France, lorsqu'il qualifia l'infamie éprouvée des enfants juifs livrés à l'Allemagne nazie, les rafles de l'été 1942 de « page la plus honteuse, la plus noire de toute l'histoire de France ». Son opinion fixe la mesure des siècles comme référence. Elle appelle nécessairement une réponse à sa ténacité, fondée sur un principe, la détermination de France ne doute point en 1945 pour se terminer à Berlin le 5 mai 1945 et reprendre au procès Leguay, avec une guerre d'Algérie passée aux profits et pertes.

réconciliation nationale (et puis, aussi, parce qu'il est impossible à une minorité quelconque de vivre en conflit permanent et en récrimination constante au sein d'une majorité massive), de surestimer, par suite d'une complaisance certaine, la résistance du peuple français à Vichy, comme cela apparaît à divers traits de l'historiographie

Mais, à la seconde génération, celle des fils et des filles de déportés, toute inhibition a disparu. Ce sont eux qui demandent des comptes et réclament une justice dont ils n'entendent pas être frustrés. A Serge Klarsfeld, qui exprime cette préoccupation, Gilbert Comte fait un mauvais procès.

DIALECTIQUES

Yannick Blanc
David Kaisergruber
L'affaire
Boukharine
ou le recours
de la mémoire
38 F

Pietro Ingrao
'La politique
en grand et
en petit
ou les chances
de la troisième voie

Rudolf Bahro
**Je continuerai
mon chemin**
22 F

Manuel Azcarate
Fernando Claudin
*L'Europe
de l'Atlantique
à l'Oural*
25 F

DICTIONNAIRE
DE L'ART

**FRANÇOIS
MASPERO**
1, place Paul-
Painlevé - 75005 Paris

Certes, j'étais naïf... et la phrase épigramme peut-être non erroné — qu'un prods com MM. Leguay et Bonquet ramènerait cependant la France trentenaire à l'heure présente : « heures confuses et blâmes de l'Occupation s'elle vult de toutes ses forces oublier ». Le temps efface le temps », disent les philosophes. L'oubli est une prescription par la loi appliquée cette tendance ancestrale de l'espece humaine à refouler ses horreurs. Qu'il y vienne les autres. Qui les victimes et les bourreaux ? Les vaincus et les vainqueurs. Qui n'en souffre en son cœur d'expérience personnelle? Tout s'effondre. Mais en même temps, tout demeure. Le souvenir attire et repousse. Il se réveille au milieu des partis, les intérêts, ne possédant plus aucune sentinelle. Dès lors, comment déclarer les choses oubliées ? Oublier et croire si malheureusement qu'ils puissent être oubliés ?

Quelle droite ?

En l'état actuel des passions, des mœurs, de l'histoire, l'amnésie réduite par nos contradictions ne figure certainement pas dans l'agenda des préoccupations soit du monde, soit de notre pays. L'affaire Dreyfus de Pelletou et la projection d'Holocauste, à l'horiz des débats électoraux mobilisent tant d'efforts, le concours de deux ministres, Mme Veil, M. de Gaulle, M. de Broglie, le supplément fourni par M. le gérant des sceaux X. Hénas ! la répétition fatigante. Toute saturation entraîne un rejet, et fatal comme la gravité, la gravité est fatale. Il est possible de craindre la « banalisation » de l'horreur et la procrier sans trêve par des discours, des procès, des spectacles où elle se dédouble, se multiplie, se répète, se constationne figurait elle aussi au centre de mes articles, l'aveu de longs paragraphes sur l'opportunité des indignations unanimes, l'absence d'indignation, l'absence qu'elle n'aît l'objet d'aucun examen, ni d'une seule réponse.

Malgré son sang-froid, son désir de comprendre de l'intérieur une partie de mes arguments, M^r Badinter distingue bien à tort derrière eux une manœuvre politique. Si je le comprends bien, la « droite française », « historiquement liée » à

Au-delà de cette ligne...

Bertrand Poirot-Delpech l'admet implicitement lorsqu'il qualifie mou épisode infâme de l'été 1942 d'une des pages les plus objectives de l'histoire de France. De « la plus noire » à l'une des plus objectives », nous passons en effet de l'absolu au relatif. La nuance touche l'essentiel du débat, même si elle n'intéresse apparemment d'abord qu'un spéculieux conflit de vocabulaire. Si le crime nous dépasse, par son projet et ses dimensions, toutes les horreurs enregistrées par les annales de la France et du monde, le châtiment des coupables s'impose encore de toute

gence, car il échappe au droit commun. A l'exception répondra l'exception. S'il s'agit au contraire d'un drame absolu, mais semblable à celui des Arméniens, des paysans russes assassinés par millions pendant la fameuse «dékoulakisation» des terres, les poursuites contre M. Leguay doivent immédiatement s'interrompre, car son passé sort de l'exceptionnel malgré l'épouvante.

En tout cas, l'Etat français ne peut lui demander des comptes sur l'intermédiaire de M. le garde des sceaux et couvrir l'« empereur » Bokassa I^{er} d'une bizarre mansuétude par la grâce de son collègue des affaires étrangères. La France de l'été 1979 ne supporte plus la contradiction ricaneuse comme une injustice.

Au-delà de cette ligne, toutes les objections sont considérées comme secondaires. Je répondrai, naturellement, que, au cours de sa réponse, M. Pierre-Bloch n'a pas évoqué une seule fois les longs paragraphes de mes articles où, sous un esprit pareil au sien, je réappellai la fraternité naturelle de l'espèce humaine avec le peuple juif, son martyre dans les camps, sa effrayante incompétence de leurs dirigeants français. La discussion y aurait gagné en lumière. Elle n'a rien gagné. Elle n'a rien perdu. Les neurones de mon cul-de-bouteille ne se sont pas un cul-de-bouteille-fosse obscure, sous le contrôle de la Troisième Inquisition, mais dans le plein jour du soleil. Aucun de ces développements n'échappe aux projecteurs. Le président de la LICRA ne soupçonne d'établir une curieuse assimilation systéma-

rique de la lutte anti-nazie à une lutte exclusivement juive et presque exclusivement à un combat Klarsfeld-Leguy. A Soyons le gique ! M^r Klarsfeld même ses poursuites contre l'ancien délégué de la police vichyssoise en zone occupée avec l'association juive pour le jugement des criminels nazis qui ont opéré en France. Impossible d'évoquer son action sans écrire son nom ni celui de cet organisme. Comment M^r Pierre-Bloch considérerait-il une intervention sur un tel sujet si toute référence aux souffrances juives s'en trouvait exclue ?

Il racontait d'ailleurs d'*erreurs multiples*, n'en cite cependant qu'une : l'existence d'une prescription pour les crimes commis contre l'humanité jugés par le Tribunal en 1948. Sur ce point simplement rangé à l'une des interprétations évoquées (et même parmi d'autres, lors de l'inculpation de M. Legay. En revanche, j'ai rappelé la querelle d'un professeur mal inspiré sur l'existence des fous criminateurs. Il s'agissait, bien entendu, des chambres à gaz. Si mon lapsus avait un sens, il signifie que l'existence des premiers ne se pose pas plus pour moi que celle des

[illegible]

Chaque choix: son terrain d'action et de combat. Je veux dire seulement que, pour toutes sortes de raisons (et d'abord parce que je crois qu'est vain tout combat: limité à l'anti-semitisme, parce que l'anti-semitisme est un phénomène à la fois universel et permanent dans tout le champ biblique, avec des temps de repos et des crises cycloiques, tous les vingt-cinq ans), ce terrain d'action et de combat n'est pas le mien.

de Gaulle le 9 mai 1945. C'était
il y a plus de trente ans. Jamais
nous n'avons pu oublier.

J'ai assisté à un colloque à l'université de Haïle (du 21 au 24 mai) sur le thème : Les réparations du Holocauste. Pas une seule fois, au travers de la trentaine de rapports qui furent présentés, je n'ai perçu la moindre expression d'une haine quelconque ou d'une volonté de vengeance. Tout au plus e!-je noté une sourde et ténace réclamation à l'encontre de l'universalité des nations. « Pas un deuil, pas une larme en ve!n... », avait dit

est l'indignation, par exemple celle qui consiste, sous une mesure discrète Impolite, à exiger des juifs « de ne pas compromettre les reconciliations nationale et internationale » (Faubert, dans *Flammes*, 1978, p. 1078). De même, chez Gilbert Comte et cela, apparaît déjà, en sourdine, dans sa résonance d'un colloque précédent, tout est juif à Paris, les 10, 12 mars 1973 (le Monde, 14 mars 1973), est reconnue la responsabilité de la déshumanité des crimes nazis par l'argumentation suivante : « Une commémoration spéciale continue finira par les mettre [les juifs] à part. Comme dans un piège, l'unité du genre humain recommence à se décomposer. C'est la décomposition qui est la condition préalable à la réconciliation. Il nous si arrivé de pardonner. Jamais nous n'avons oublié. »

Dépasser Auschwitz

Auschwitz pose un problème propre pour la gentilité. C'est son affaire. Il pose également un problème pour les Juifs. C'est notre affaire. Nous le réglons nous-mêmes, bien ou mal, dans l'exigence ou dans la lassitude, avec courage ou avec lâcheté. Peut-être y parviendrons-nous, et peut-être échouons-nous. Mais, quant à présent, pour la génération des survivants comme pour celle de la seconde génération, nous le terons sans peur et sans crainte du retour d'un antisémitisme, qui nous ne craignons pas, car, depuis Auschwitz, rien de plus ne saurait nous arriver.

l'effacement des pires excès de la politique de l'Etat d'Iérali; car l'occupation continue des territoires de Cieljordanie est un cancer qui finira par détruire les peuples mêmes qui ont justifié l'existence de l'Etat depuis quatre siècles. L'effacement de la violence théologique, par suite de son impossibilité, trente ans après la destruction de l'Etat d'Iérali, est le strophisme, d'apprendre à Auschwitz théologiquement, ni même historiquement, d'assumer l'effacement d'Auschwitz, et finalement d'apprendre à Auschwitz, à l'effacement d'Auschwitz, que c'est une tragédie universelle. Les peuples l'ont-ils ? Ou bien faut-il la tragédie universelle ? La réponse commande différentes perspectives d'avenir. Pour me limiter, je pense que ce fut à la fois l'une et l'autre. Sous prétexte d'effacement d'Auschwitz, nous ne renoncions pas à notre mémoire.

Le choix du courage

Ce n'est pas la première fois qu'un tel événement nous est arrivé. Déjà, il y a une dizaine d'années, un ancien ambassadeur de France, arguent d'une tradition jacobine, avait avancé la proposition suivante : « La tradition de la Révolution française s'admet pas la double intelligibilité ». (René Massigli, Le Monde, 27 février 1970). A quel Raymond Gery avait répliqué vivement que chaque groupe humain, en France, avait droit à son chocolat, comme l'ennemi du chocolat, les Allemands.

courage

[il] évoque relèvent d'une tentative d'intimidation, pour ne pas dire de chantage à l'antimilitarisme » (le Monde daté 2 mars 1970).

Si l'on supprime l'adjectif « Imaginaires », cette conclusion vaut pour Gilbert Comte. Je réquies, nous les connaissons. Toute action, qu'elle soit courage ou de lâcheté, en comporte. Et, puisqu'il y a un choix à faire, tant qu'il y a, il est mieux que le choix soit fait au courage.

(*) Ecrivain.

Le Monde

étranger

LA TRAGÉDIE DES RÉFUGIÉS EN THAÏLANDE

L'armée a mené à son terme, sans merci la première phase de l'expulsion des Cambodgiens

Une mission vietnamienne était attendue dimanche 24 juin en Indonésie, où elle devait s'entretenir du problème des réfugiés avec les autorités de Djakarta. La délégation se rendra ensuite à Kuala-Lumpur. Les forces de sécurité malaisiennes ont ramorqué, le 22 juin, deux bateaux vietnamiens — avec deux cents réfugiés à bord — dans les eaux internationales, au large de Kuala-Trengganu. Le même jour, l'amiral de la marine à Kuala-Lumpur, M. Trarung, a demandé au gouvernement malaisien de cesser de retourner les réfugiés de la mer.

Les conditions du retour au Cambodge de réfugiés khmers en Thaïlande — que décrit

notre envoyé spécial — donnent lieu à un échange d'accusations entre Phnom-Penh et Bangkok, alors que la tension s'accroît à la frontière. Cependant, l'ambassadeur de Hanoi à Bangkok a assuré, vendredi, que son pays éviterait tout acte qui pourrait affecter les relations entre les deux pays.

À la frontière sino-vietnamienne, d'autre part, le dernier échange de prisonniers de guerre a été marqué vendredi par un incident : un prisonnier vietnamien a demandé asile en Chine. Les responsables vietnamiens ont alors retenu un prisonnier chinois. La délégation vietnamienne à la seconde phase des négociations est attendue, lundi 25 juin, à Pékin.

De notre envoyé spécial

On est en contact secret avec le régime de Phnom-Penh. C'est à dire que les deux camps se font des propositions de cessez-le-feu et de cessez-le-feu. C'est à dire que les deux camps se font des propositions de cessez-le-feu et de cessez-le-feu. C'est à dire que les deux camps se font des propositions de cessez-le-feu et de cessez-le-feu.

Cette fois, pour équilibrer la balance d'une neutralité jusqu'à présent favorable aux Khmers rouges, le gouvernement de Bangkok a décidé de faire passer les réfugiés khmers à un statut de réfugiés politiques. Ce statut leur permettra de travailler, de commercer, de voyager, de se marier, de fonder une famille, de participer à la vie sociale.

Une majorité de Sino-Khmers

De 8 à 13 juin, pendant deux jours, de longs convois d'émigrants thaïlandais ont conduit à Bangkok des réfugiés khmers. Ils ont été accueillis par des milliers de Sino-Khmers, qui ont organisé des comités d'accueil. Ces réfugiés ont été répartis dans des camps de réfugiés, où ils ont été accueillis par des milliers de Sino-Khmers, qui ont organisé des comités d'accueil.

Des drames déchirants

Beaucoup de ces réfugiés ont des drames déchirants. Ils ont été séparés de leurs familles, de leurs amis, de leurs proches. Ils ont été séparés de leurs familles, de leurs amis, de leurs proches.

EN RÉPONSE AUX ACCUSATIONS DE PHNOM-PENH

Bangkok se défend d'avoir tué trois cents civils au cours des opérations de refoulement

De notre correspondant

Bangkok. — Le régime de Phnom-Penh a accusé, vendredi 22 juin, les militaires thaïlandais d'avoir tué trois cents civils au cours des opérations de refoulement. Le régime de Phnom-Penh a accusé, vendredi 22 juin, les militaires thaïlandais d'avoir tué trois cents civils au cours des opérations de refoulement.

Radio Phnom-Penh. Les soldats des troupes de choc thaïlandaises ont fait usage de leur balistique pour forcer le passage du fleuve — composé

Chypre

LES POURPARLERS INTER-COMMUNAUTAIRES. Les négociations entre les représentants de la communauté grecque et turque de Chypre ont repris, vendredi 22 juin, à Nicosie.

Inde

DES APPRENTISSAGES ENTRE KADRY ET MUSLIM.

LA NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE CHINOISE

La sidérurgie sera sacrifiée au bénéfice de l'agriculture et de l'énergie

De notre correspondant

Pékin. — Le président de la commission d'état de planification, M. Yu Qian, a déclaré, vendredi 22 juin, son rapport devant l'Assemblée nationale que les correspondants étrangers de Pékin étaient informés des grandes lignes de son exposé. Le président a ainsi donné à des journalistes occidentaux un aperçu de la nouvelle politique économique du pays.

Le plus frappant est l'accentuation d'un ralentissement général en 1979 de la croissance économique. Cela se traduit par une baisse de la production industrielle de 4,5 % en 1979. On s'attendait à une croissance de 5,5 % en 1979. On s'attendait à une croissance de 5,5 % en 1979.

Vicime des nouveaux choix

L'effort d'industrialisation a conduit à des choix difficiles. Les dépenses de l'industrie ont augmenté de 10 % en 1978. Les dépenses de l'industrie ont augmenté de 10 % en 1978.

À TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

LA RÉGÉNÉRATION AFGHANE. Le régime de Kaboul a annoncé, vendredi 22 juin, qu'il a réorganisé son gouvernement.

Dominique

CRISE POLITIQUE. Des élections législatives ont été organisées à Saint-Denis de la Réunion.

Argentine

LIBÉRATION D'UNE DÉTENTE FRANÇAISE. Le gouvernement argentin a déclaré la libération d'une détente française.

Chine

RELATIONS DIPLOMATIQUES ENTRE LA CHINE ET L'INDONÉSIE. Les négociations diplomatiques entre la Chine et l'Indonésie ont repris, vendredi 22 juin.

Liban

SOUTIEN À DEUX KENNEDY DÉFENSEUR. Le régime de Beyrouth a soutenu deux candidats à la présidence des États-Unis.

Mal

LE PRÉSIDENT THAKORE RÉÉLU. Le général Thakore a été réélu président de la République du Mal.

Liban

SOUTIEN À DEUX KENNEDY DÉFENSEUR. Le régime de Beyrouth a soutenu deux candidats à la présidence des États-Unis.

Inde

DES APPRENTISSAGES ENTRE KADRY ET MUSLIM. Les négociations diplomatiques entre la Chine et l'Indonésie ont repris, vendredi 22 juin.

Inde

DES APPRENTISSAGES ENTRE KADRY ET MUSLIM. Les négociations diplomatiques entre la Chine et l'Indonésie ont repris, vendredi 22 juin.

Inde

DES APPRENTISSAGES ENTRE KADRY ET MUSLIM. Les négociations diplomatiques entre la Chine et l'Indonésie ont repris, vendredi 22 juin.

ministre des finances telles qu'elles ont été transmises, notamment, par l'agence Chine nouvelle, celle somme représentée à cet effet le montant des économies à réaliser d'autre part, et l'un d'eux à ce que le budget soit équilibré.

Les nouveaux plans revus dimanche 24 juin, ont été transmis, notamment, par l'agence Chine nouvelle, celle somme représentée à cet effet le montant des économies à réaliser d'autre part, et l'un d'eux à ce que le budget soit équilibré.

La conclusion la plus claire qu'on peut tirer de ces propos est que le régime de Pékin ne veut pas de la sidérurgie et de l'énergie. La conclusion la plus claire qu'on peut tirer de ces propos est que le régime de Pékin ne veut pas de la sidérurgie et de l'énergie.

Inde

DES APPRENTISSAGES ENTRE KADRY ET MUSLIM. Les négociations diplomatiques entre la Chine et l'Indonésie ont repris, vendredi 22 juin.

Inde

DES APPRENTISSAGES ENTRE KADRY ET MUSLIM. Les négociations diplomatiques entre la Chine et l'Indonésie ont repris, vendredi 22 juin.

Inde

DES APPRENTISSAGES ENTRE KADRY ET MUSLIM. Les négociations diplomatiques entre la Chine et l'Indonésie ont repris, vendredi 22 juin.

Inde

DES APPRENTISSAGES ENTRE KADRY ET MUSLIM. Les négociations diplomatiques entre la Chine et l'Indonésie ont repris, vendredi 22 juin.

Inde

DES APPRENTISSAGES ENTRE KADRY ET MUSLIM. Les négociations diplomatiques entre la Chine et l'Indonésie ont repris, vendredi 22 juin.

Inde

DES APPRENTISSAGES ENTRE KADRY ET MUSLIM. Les négociations diplomatiques entre la Chine et l'Indonésie ont repris, vendredi 22 juin.

Inde

DES APPRENTISSAGES ENTRE KADRY ET MUSLIM. Les négociations diplomatiques entre la Chine et l'Indonésie ont repris, vendredi 22 juin.

La Suisse à pas comptés

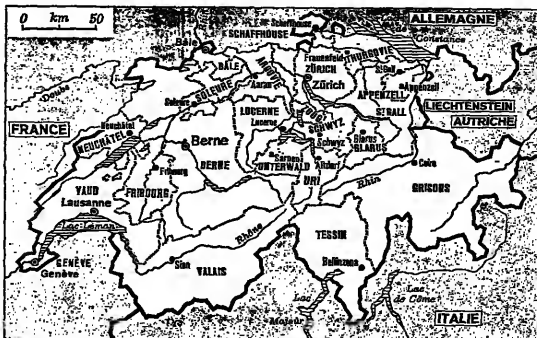
PARCE que c'est une démocratie paisible, où ne se manifestent guère de désaccords sur l'essentiel, on croit trop souvent à l'étranger qu'il ne s'y passe rien. Parce que c'est l'archétype du pays neutre, on s'imaginerait qu'elle est, en quelque sorte, retirée du monde, et se contente d'observer les soubresauts, accordés à son balcon alpin. Parce qu'elle a été préservée des grands conflits mondiaux, on oublie qu'elle dispose d'une armée moderne et que le débat sur les grandes questions militaires — à commencer par la théorie de la dissuasion — n'y est pas moins vif qu'ailleurs. Parce qu'elle offre à ses voisins et au monde le visage de la prospérité triomphante, et qu'elle en est même devenue le symbole, on la suppose miraculeusement épargnée par la crise des économies occidentales.

Décidément, l'image de la Suisse n'est pas celle d'un pays qui bouge. Au demeurant, tout n'est point faux dans les clichés qui viennent naturellement à l'esprit lorsque l'on parle de

la Confédération. Il est exact que la Suisse est demeurée relativement extérieure à un certain nombre de grandes controverses récentes, y compris — paradoxe pour un pays inségré au cœur du Vieux Continent — le débat européen.

Mais on aurait tort de confondre tranquillité et immobilisme, sérénité et sommeil. Non pas seulement parce que, depuis plusieurs années, le ciel helvétique a été traversé de quelques éclairs polémiques. En particulier, l'initiative de ceux qui ont voulu dénoncer, derrière le masque d'une Suisse au-dessus de tout soupçon, ce qu'ils jugeaient être la réalité secrète du pays. Mais aussi, mais surtout, parce que la Suisse est un Etat beaucoup plus soucieux d'opérer son silence que ne le laisse croire la persistance d'un certain folklore, de stéréotypes tenaces. Oui, la Suisse est un pays qui avance — mais avec la sagesse de ceux qui, fuyant le spectaculaire, progressent à pas comptés et se hâtent — lentement.

BERNARD BRIGOULEUX.



M. PIERRE AUBERT :

« la neutralité n'est ni la passivité ni l'abstention »

« Monsieur le conseiller fédéral, votre pays a longtemps été égaré par les renous qui agitent le monde. Or le chargé d'affaires suisse au Salvador vient de trouver la mort dans un attentat qui a profondément bouleversé l'opinion helvétique. Quels enseignements en tirez-vous pour la politique étrangère de la Suisse ?

— La tragédie atténue que vous mentionnez, et qui nous a en effet beaucoup touchés, n'est pourtant pas la première manifestation de terrorisme qui vise notre pays, qui lui a déjà payé un assez lourd tribut. Songez à l'assassinat d'Edmond de la Roche, à la séquestration de notre ambassadeur au Brésil en 1970, aux attentats de Klaus et Wüstenberg, etc. L'époque où la Suisse pourrait se sentir résolulement à l'abri des grands problèmes mondiaux est révolue. Quelle le veuille ou non, elle est impliquée dans tous les développements qui affectent la vie de notre planète, et elle ne peut plus se contenter d'observer du haut de son balcon.

— La Suisse, qui dépend beaucoup de son commerce extérieur, s'est toujours montrée très dynamique sur les marchés étrangers. En revanche, la participation politique de la Suisse est nettement plus discrète. Qu'entendez-vous faire pour rendre notre diplomatie plus active ?

— La Suisse dépend fortement, en effet, de son commerce extérieur. Il y va de sa survie même, étant donné l'absence quasi totale de richesses naturelles dans notre pays. Si les hommes d'affaires suisses sont très actifs à travers le monde, c'est donc avant tout par nécessité. L'Etat ne les aide que dans une faible mesure. Cependant, notre diplomatie se doit de veiller d'abord aux intérêts du pays, parmi lesquels nous rangeons naturellement l'accès aux marchés et le maintien du principe de libre-échange. Mais il faut bien admettre que l'activité économi-

Chef de la diplomatie helvétique et représentant socialiste au Conseil fédéral depuis janvier 1978, M. Pierre Aubert cherche à insuffler un souffle nouveau à une politique étrangère traditionnelle, mais secrète. Il a notamment été le premier ministre helvétique des affaires étrangères à se rendre successivement à Budapest, en Afrique noire et à Washington. L'année prochaine, il compte aller à Moscou.

Avec la France et ses autres voisins, la Suisse entretient des relations plus suivies. Depuis quelques années les ministres des affaires étrangères de France et de Suisse ont pris l'habitude de se rencontrer régulièrement au moins une fois par an. Une réunion entre M.M. Aubert et François-Poncet est prévue en France au cours des prochains mois. « Avec la France, dit M. Aubert, les bonnes relations sont tellement devenues une affaire courante, que nous ne sommes plus obligés de nous rappeler les principaux objectifs de la politique étrangère de la Confédération.

que est de plus en plus dotée d'une dimension politique. Je veux dire que, de plus en plus, l'approvisionnement en matières premières, la réglementation des marchés, la création de sociétés, le développement, le maintien, la défense de telle ou telle branche, ont maintenant des aspects politiques.

» Notre diplomatie s'occupe

Un « aggiornamento »

« Nous l'avons fait d'abord dans ce qui est l'espace naturel de notre activité économique et politique, l'Europe. Nous sommes entrés au Conseil de l'Europe en 1960, nous avons signé moins de dix ans plus tard nos relations avec le Marché commun, en négociant — et cela n'a pas été facile — la formule d'une zone de libre-échange pour les produits industriels à laquelle participent tous nos partenaires de l'A.S.E. Enfin, troisième volet de cette diplomatie européenne, nous avons pris des l'origine une part active à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, dont l'objet était de normaliser les relations de tous les pays du nord-ouest de l'Europe, et avec les Etats-Unis et le Canada.

» Mais si l'Europe est le centre principal de nos activités, il n'est de loin pas le seul. Nous avons noué des relations avec

les nouveaux Etats qui ont accédé à l'indépendance à la suite de la décolonisation, en leur offrant notre coopération au développement à partir des années 60. Nous avons pris également langue avec le mouvement des non-alignés, aux travaux duquel nous participons en qualité d'observateur. Nous suivons avec intérêt le développement de cette idée très différente de la neutralité, mais qui exprime une volonté fondamentale que nous partageons : celle de voir une société internationale démocratique où les droits fondamentaux de tous les Etats — grands et petits — sont respectés.

» Nous comptons à l'avenir affirmer notre présence dans tous ces secteurs : intensifier nos relations avec la Communauté, qui se renouvellent d'ailleurs chaque année davantage ; multiplier les échanges avec nos partenaires du Conseil de l'Europe ;

rapporter aux Super-Grands la valeur que les Etats neutres peuvent acquérir dans les relations internationales, et particulièrement à la C.E.C.E., où nous entendons aussi nous engager pour notre système de règlement pacifique des différends, pour les droits de l'homme, et pour la liberté d'information. Avec le tiers-monde, nous continuerons à manifester notre solidarité et notre disponibilité politiquement par des contacts bilatéraux. Bref, le conseil fédéral est déterminé à poursuivre dans les années 80 l'« aggiornamento » de sa politique étrangère.

— Le département politique fédéral que vous dirigez est récemment devenu le département des affaires étrangères. Au-delà d'un simple changement d'appellation, justifie-t-il une volonté d'implication politique ou la volonté d'une plus grande ouverture sur le monde ?

— Depuis plusieurs années, nous sommes de plus en plus conscients de la nécessité de moderniser notre instrument de politique étrangère. Nous avons diversifié le recrutement de nos diplomates, soumis la fonctionnement de notre administration à un examen critique, agrandi certaines de nos ambassades. De plus, nous nous sommes dotés de deux secrétariats d'Etat, chargés respectivement des affaires politiques et des affaires économiques extérieures, de manière à augmenter nos possibilités de contacts à l'étranger. Nous avons profité de la « toilette » de la loi sur l'administration fédérale pour adapter le nom du département fédéral chargé des relations avec l'étranger. C'est donc bien dans l'esprit de la volonté d'ouverture manifestée par le conseil fédéral et les chambres fédérales que nous avons procédé à ces réformes de notre organisation.

Propos recueillis par
JEAN-CLAUDE BUHRER.
(Lire la suite page 6.)

Le fédéralisme helvétique dans l'Europe d'aujourd'hui

par DENIS DE ROUGEMONT

DEPUIS plusieurs générations, l'école offre à l'administration des élèves, de ce côté-ci du Rhin, Guillaume Tell, l'archaïque barbe, qui drape le tyran au nom des droits locaux ; mais, à l'ouest, ces grands « omnis » comprennent, serviteurs exemplaires de celui qui aurait dit : « L'Etat, c'est moi ». Dans les conditions psychologiques ainsi créées, expliquer le fédéralisme helvétique aux admirateurs de Colbert, des Jacobins et de Napoléon, est peut-être une tâche impossible dès le principe. Essayons cependant, pour voir.

S'unir pour rester libres

Garder libre le col pour tous l'Europe, telle est la mission initiale et fondatrice des vallois, qui rejoignent à cette fin l'« indépendance impériale » ; désormais elles ne relèveront plus des seigneuries ni des puissances voisines, mais de la seule couronne qui symbolise la grande communauté du continent.

A cette garantie, symbolique elle aussi, il est donc nécessaire d'ajouter l'assurance très concrète d'un pacte de défense mutuelle. Juré en 1291, « statut pour l'avenir commun et éternel », il pèse à l'heure, durer à perpétuité.

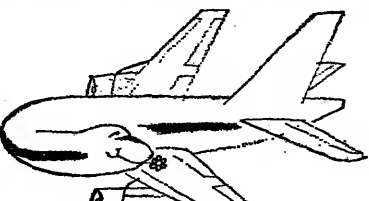
Autour de ce premier noyau fédératif vont s'agréger, au cours des siècles, par un processus plus complexe, des pactes liés ou multilatéraux. D'autres entités politiques : villes libres d'Empire, communes autonomes urbaines et rurales groupées en petites républiques oligarchiques ou populaires, principautés épiscopales, voire héréditaires (comme Névêché), ou fédérations de vallées comme les ligués grisonnes, qui forment à elles seules un microcosme des ligués suisses.

Dans cet ensemble hétéroclite, on parle quatre langues (aujourd'hui officielles), on pratique deux confessions (qui s'affrontent dans plusieurs guerres civiles, jusqu'en 1528), et, avant tout, on est jaloux de préserver ses traditions particulières, les « coutumes ». Via sociale, économique, politique, c'est-à-dire ses « libertés », contre les entreprises universalistes des voisins autrichiens ou lombards, suabois ou bourguignons, plus tard français.

Ainsi, vingt-trois communautés, progressivement s'unissant en cantons ou en Etats souverains. Elles n'ignorent pas la nécessité de concilier leurs liens séculaires qu'en 1848, au lendemain d'une dernière guerre de religion, et devant la mort, dans toute l'Europe, du mouvement de masses visant à constituer de grandes unités nationales unifiées. Contre ce double péril, intérieur et extérieur, les cantons vont faire mieux que concilier leur pacte général : ils se dotent en neuf ans d'une Constitution fédérale dont il importe de rappeler ici les caractéristiques mémorables.

L'article premier annonce que « les premiers des vingt-trois cantons souverains de la Suisse forment dans leur ensemble la Confédération suisse ».

(Lire la suite page 9.)



... encore et toujours la

SUISSE

Parce que la Suisse c'est la qualité, la tradition ; les prix y sont stabilisés depuis 5 ans, à qualité égale ce n'est pas plus cher. Vacances sportives, de détente, cures thermales ou réunions d'affaires, toujours la qualité, dans le pays,

le tranquillité. Et l'avantageuse carte suisse de vacances donne libre accès à un réseau de 9000 km en chemin de fer, bateaux, autocars postaux.

Tous renseignements par votre agence de Voyages et l'Office National Suisse du Tourisme, Porte de la Suisse, 11^{ème} rue Scribe, 75009 Paris (tél. 742.45.45).

Institut Florimont Pensionnat Marie-Thérèse

ÉCOLES CATHOLIQUES

CH-1213 Genève CH-1212 Genève
Tél. 19.41/22/92 09 11 Tél. 19.41/22/94 26 20

Classes primaires et secondaires
Maturité suisse ABCD
Baccalauréat français ABCD

INTERNAT EXTERNAT

Redécouverte de l'or pur,
un authentique lingot d'or fin dans votre montre.



Les Spéciales de
CORUM
Artisans d'Horlogerie Fine

Nous avons créé un précieux bijou en or massif 18ct. pour accueillir un lingot de 15 g. - 10 g. ou 5 g. pour dames - de l'Union de Banques Suisses. Chaque lingot est accompagné d'un bulletin d'achat. Cette création est déposée. Catalogue sur demande à CORUM France, 58 rue Charlot, Paris 75003. Tél. 277.99.54 ou CORUM, 2300 La Chaux-de-Fonds, Suisse, 278

CLINIQUE LA MÉTAIRIE

CH-1260 NYON près GENÈVE

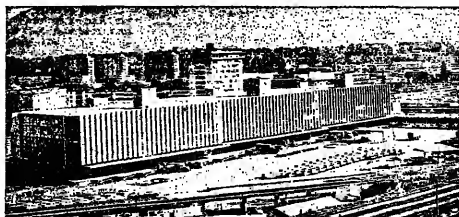
Etablissement médical privé de premier ordre
pour les affections du système nerveux

Loc. Léman - Tél. : 1941/22/61 15-81.

Docteur G. W. Sanderlin, médecin-directeur
Chimiothérapie - Psychothérapie - Traitement des Insomnies
Détoxifications - Traitement de l'obésité d'origine psychosomatique
Physiothérapie - Sports.

PORT FRANC DE GENÈVE S.A.

Société d'entrepôt fondée en 1888



— Stockage en transit de marchandises diverses, valeurs, vins, voitures
céréales
Magasins généraux . . . 10.000 m² | Gares 1.000 places
Magasins privés 42.000 m² | Silo à céréales . . . 45.000 tonnes
Caves 58.000 hl | Sèfes
— Location de bureaux aménagés au gré du preneur

Logement, manutention et expédition de toutes marchandises en transit

6, route du Grand-Lancy, CH 1211 Genève 26
Tél. (022) 43 00 00 Télex 22474

M. AUBERT : la neutralité n'est ni la passivité, ni l'abstention

(Suite de la page 5)

— La neutralité, qui se veut l'un des fondements de notre politique étrangère, peut-elle encore avoir le même sens aujourd'hui qu'il y a ?

— Je voudrais d'abord préciser que nous ne considérons pas la neutralité comme un but en soi, mais comme un moyen de sauvegarder notre indépendance. La neutralité nous impose des devoirs précis en cas de conflit, et un comportement en temps de paix qui ne doit laisser aucun doute quant à notre volonté de rester en dehors des conflits potentiels.

« Pour préserver le crédit de cette politique de neutralité permanente et armée, nous sommes amenés, de plus en plus, à affirmer notre position. Nous ne nous laissons pas entraîner à être synonyme de passivité ou d'abstention. Dans notre monde en pleine mutation, il est nécessaire que la Suisse se prononce sur le problème des relations économiques internationales — et je pense ici au Nord-Sud —, mais aussi sur l'évolution du droit international et sur le développement, par exemple.

« Il n'en reste pas moins que notre neutralité nous impose une conduite aisément prévisible. C'est donc un élément de stabilité, en particulier dans la situation de notre continent. Mais la preuve qu'il ne s'agit pas là d'un concept statique nous en offre par la conférence sur la sécurité et la coopération. La Suisse a pu y jouer un rôle de conciliateur, y exprimer des vues modérées mais fermes et trouver quelques solutions à des questions de fond ou de procédure, avec l'aide d'autres pays ayant une philosophie analogue.

« En effet, le groupe des États neutres et non alignés, dans lequel la Suisse a joué un rôle non négligeable, a souvent été des amis entre les tendances qui s'y affrontaient. C'est une démonstration actuelle et positive de l'utilité de l'institution de neutralité. Les deux blocs qui se partagent les alliances de l'Europe savent qu'il existe des intermédiaires utiles, sans parti pris, et dont la qualité de neutres est décisivement « au-dessus de tout soupçon ». Pour reprendre une formule que vos lecteurs connaissent sans doute déjà.

« Comment se présentent vos relations avec les autres pays neutres, et comment envisagez-vous la collaboration avec les non-alignés et le tiers-monde en particulier ?

— En ce qui concerne nos relations avec le tiers-monde en général, nous continuons sans cesse notre effort de coopération au développement. Le Parlement a récemment voté deux importantes crédits de coopération technique et d'aide financière qui devront permettre d'augmenter le montant de notre aide publique, afin de combler un certain retard que nous avons encore dans ce domaine par rapport à la moyenne des pays

industrialisés occidentaux. Nous disposons, depuis quelques années, d'une loi sur la coopération au développement qui nous fait obligation d'accorder d'abord notre aide aux pays les plus pauvres, afin de les mettre en mesure de s'aider eux-mêmes.

« Sur le plan politique, j'ai déjà fait allusion aux rapports que nous entretenons avec le mouvement des non-alignés. Nous suivons leurs délibérations avec intérêt, et nous constatons parfois que nos positions peuvent converger, par exemple dans le domaine de la non-prolifération des armes nucléaires. Cependant, il est bien évident que l'on ne saurait confondre la doctrine très flexible et sujette à contro-

verses, du non-alignement avec l'insinuation de la neutralité permanente et armée consacrée par le droit international. Il ne peut donc pas être question d'une collaboration proprement dite entre ce groupe d'États et la Suisse.

« Si en va différemment dans le contexte européen, dans la mesure où la coopération que nous avons engagée avec les autres États neutres dans le domaine de l'intégration économique, au sein de l'A.E.L.E. par exemple, a trouvé son prolongement sur le plan politique dans le contexte de la C.S.C.E. Sur le plan bilatéral, nous avons aussi tendance à coordonner certaines activités de notre défense nationale.

fonde admiration pour la remarquable transformation de la société française et pour les réalisations accomplies durant les vingt dernières années notamment. Nous nous réjouissons particulièrement des occasions où nous pouvons collaborer avec la diplomatie française.

— La Suisse s'est toujours présentée volontairement tenue à l'écart de l'O.N.U. Or le gouvernement et le Parlement helvétiques sont désormais acquis au principe de l'adhésion. Quel est donc l'intérêt de la Suisse de franchir enfin ce pas, et quels obstacles restent encore à surmonter ?

— Si le Conseil fédéral et le Parlement jugent maintenant souhaitable l'adhésion de la Suisse à l'O.N.U., c'est d'abord parce qu'il est difficile de mener une politique active, même pour un État neutre, en dehors de l'organisation universelle. C'est aussi pour manifester de manière concrète notre esprit de solidarité internationale, dès lors que — nous en sommes convaincus — l'appartenance à l'O.N.U. n'est pas incompatible avec la neutralité. La crainte où nous sommes de nous retrouver de plus en plus isolés, par exemple dans le domaine de l'élaboration du droit international, du droit commercial international, du dialogue Nord-Sud, etc. Certes, la Suisse est parvenue jusqu'à présent à faire entendre sa voix et même à exercer certaines responsabilités dans des conférences dépendant directement de l'O.N.U., mais c'est une solution précaire. La politique du serapent n'est que marginalement préférable à celle de la « chaise vide » ; et ce n'est pas une politique durable. « Il va sans dire qu'en adhérant à l'Organisation, nous n'entendons pas renoncer à notre statut ou à notre politique de neutralité, mais nous estimons que l'O.N.U. est un instrument indispensable dans la recherche de solutions pacifiques et qu'il est très important qu'un pays comme la Suisse y participe. »

Propos recueillis par
JEAN-CLAUDE BUHRER

« Rien de ce qui touche la C.E.E. ne peut nous laisser indifférents »

— Au lendemain de l'élection de l'Assemblée européenne ou sur/trais universel conclut, en 1972, un accord de libre-échange avec la C.E.E. Cet accord s'est révélé très satisfaisant, puisque, depuis lors, près de quatre-vingt accords particuliers sont venus s'y greffer. A tout cela s'ajoutent les innombrables relations que nous avons avec nos pays voisins sur les plans culturel et humain. Rien de ce qui touche la C.E.E. ne peut nous laisser indifférents.

« Permettez-moi d'ajouter que notre vocation européenne signifie également le renforcement de nos relations bilatérales directes avec nos voisins et nos autres partenaires. A cet égard, la coopération entre la Suisse et la France prend une valeur exemplaire. Les échanges de vues annuels, qui vont se dérouler prochainement et pour la quatrième fois consécutive au niveau des ministères des affaires étrangères, témoignent de l'importance et de l'importance de l'entretien des rapports traditionnels amicaux unissant nos deux pays.

« Pour notre part, nous espérons en Suisse une vive et pro-

crédit commercial de france (suisse) s.a.

à GENÈVE
6-8, place longemalle

à LUGANO
42, via nassa
à LOCARNO
7, viale verbanò

banca di
crédito
commerciale
e mobiliare

PAS COMP

G
LA BANQUE
COMMERCE
7, Meyerbeer - 7542
Age
Paris - A
Cannes -
St. Tropez
Succès
Ag
GRINDLAY
Europe - Amérique
Asie - Afrique - Océanie
Amérique - Canada
Indes - Moyen-Orient
Pacifique - Japon
Russie - Espagne
Grèce - Turquie
Israël - Liban
Arabie Saoudite - Iran

حکومت الاحوال

SUISSE

Dans la région de MONTREUX
et au cœur des ALPES VAUDOISES
nous vous proposons
un investissement immobilier attrayant et raisonnable :

APPARTEMENTS ET STUDIOS

en TOUTE PROPRIÉTÉ
en MULTIPROPRIÉTÉ (formule adoptée)

REGIE MONTREUX SA

TEL. (021) 62 21 31
5, RUE DU THÉÂTRE 1200 MONTREUX



« La Gruyère »
Institut International de jeunes gens - Ecole privée
CH-180 Gruyères (tél. 820 n.) Pribourg - SUISSE
TEL. : 1941/28/6 21 13
90 internes, 19 de 10 à 20 ans, 15 professeurs.
Sports d'été et sports d'hiver.
Départ école scolaire : 15 septembre 1979.
COURS DE VACANCES : 1^{er} juillet au 15 août 1979.
Familles Vial et Butty, propriétaires-directeurs.

Etudes en SUISSE

littéraires,
scientifiques et commerciales

Baccalauréat Français

Séries A, B, C et D

Baccalauréats suisses. Admission
dès 10 ans. Internat et externat.
Ambiance calme et studieuse.
Excellents résultats.

école lémania lausanne

3, ch. de Prévaille, Tél. 19-41/21/20 15 01, Téléc 26600

Coupon-réponse pour une documentation gratuite sur
les études «Baccalauréat Français»

Nom et prénom : _____
Adresse : _____
No post. et ville : _____
A envoyer à : Ecole Lémania, Ch. de Prévaille 3, CH-1001 Lausanne

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSACIENNE DE BANQUE



8001 Zähringerstrasse 1 (Paradeplatz) 7211 Gersheim, 7440, rue de Hesse
Téléphone 01/221 38 60, télex 32 446 Téléphone 022/21 38 55, télex 427 364

EN SUISSE DEPUIS PLUS DE 50 ANS,

nous mettons à votre disposition :

- toute la gamme des opérations bancaires,
- notre expérience internationale,
- un service de relations publiques,
- des services juridiques et fiscaux pour vous assister dans vos projets industriels et commerciaux.

SOGENAL

Siège social : 8, rue du Dôme
67000 STRASBOURG
elle appartient au groupe SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Paris

Des zones d'ombre dans une économie en bonne santé

L'ECONOMIE suisse apparaît comme un miracle au sein d'un Occident en crise, comme le modèle à imiter. L'inflation reste quasiment inexistante : après le choc de l'enchère pétrolière, la hausse des prix a atteint, fin mai, le rythme de 2,8 % l'an. Le chômage déclaré touche douze mille personnes, soit 0,4 % de la population active. La balance des paiements courants dégage l'excédent énorme de 42 milliards de francs suisses (1). Les grèves sont pratiquement inexistantes. La monnaie helvétique est la plus forte du monde. Pour tant vu de plus près, ce tableau recèle des zones d'ombre et aucun pays ne pourrait en tirer une recette.

La Suisse a abordé la grande crise des années 70 avec une situation extrêmement solide. La sous-évaluation de sa monnaie liée au système des changes fixes

donnait aux entreprises des avantages considérables à l'exportation. La maîtrise de nombreux marchés et une accumulation incommensurable de réserves ont permis aux firmes exportatrices de résister d'une manière surprenante, aux troubles monétaires. Des réévaluations massives ne sont pas parvenues réellement à causer le flot des ventes suisses, en dépit d'un environnement international de récession.

Si les entreprises suisses ont, dans une large mesure, pu vivre sur leurs réserves, elles ont également pu entreprendre leur restructuration sans heurts sociaux. En période de surcapacité, la Suisse a importé massivement de la main-d'œuvre étrangère avant tout italienne. Le ralentissement économique a renversé le flux humain : plus de trois cent mille étrangers ont regagné leur pays.

L'austérité de la Suisse riche peut paraître paradoxale. L'O.C.D.E. reproche, d'ailleurs, vivement à la Confédération une trop grande sagesse économique, génératrice des problèmes liés au niveau du franc suisse par certains transferts de production à l'étranger. Cependant, la branche reste fondamentalement saine et les grands de la chimie helvétique n'ont pas diminué leurs efforts de recherche et continuent largement à augmenter leurs activités.

La contrainte d'un monnaie forte

L'industrie horlogère suisse a dû, elle, faire face à une restructuration fondamentale nettement plus sévère en proportion que celle de la sidérurgie française, par exemple. En 1970, l'horlogerie occupait quatre-vingt-dix mille personnes ; elle n'en compte plus guère que cinquante mille actuellement. L'apparition de la montre électronique et le niveau du franc suisse sont responsables de cette régression qui, d'ailleurs, se poursuit. Une partie de la fabrication de masse se fait désormais dans les pays d'extrême-Orient.

Enfin, le textile suisse connaît les mêmes difficultés que dans tous les pays d'Europe, mais, agrippée par le handicap monétaire, la branche a entrepris une restructuration avant d'autres pays. Le secteur a perdu près d'un tiers de sa main-d'œuvre en introduisant une automatisation très poussée. Mais la concurrence des nouveaux industriels asiatiques est imminente pour certains produits de masse, et la Suisse ne peut pas songer, pour parer aux conséquences sociales de cette nouvelle redistribution du travail, à chercher refuge dans le protectionnisme, toute tournée qu'elle est vers les débouchés extérieurs.

La Suisse est devenue un pays cher pour le visiteur étranger, en raison même de l'évolution de la

vie. Toutefois, le secteur du tourisme parvient, en gros, à maintenir ses positions en raison de ses atouts naturels et grâce à la clientèle des pays à monnaie forte, allemande et japonaise. Les autres secteurs de service, en revanche, sont en croissance. Il en découle une indication de ce que pourrait être la Suisse de demain, orientée avant tout vers les activités tertiaires. A cet égard, une seule constatation élogieuse : le secteur bancaire a été autant de postes de travail que les activités tertiaires. A cet égard, une seule constatation élogieuse : le secteur bancaire a été autant de postes de travail que les activités tertiaires.

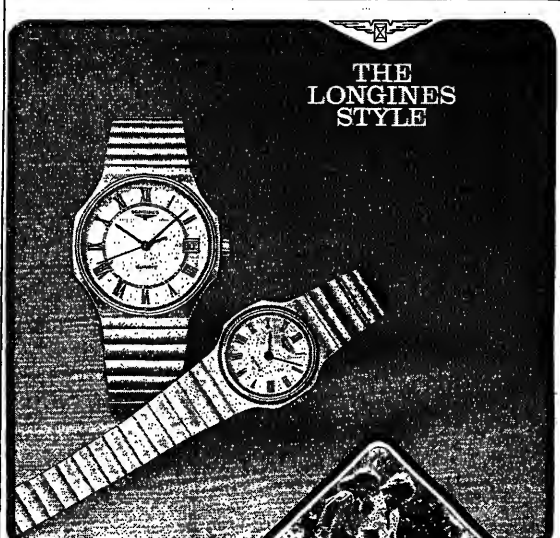
Grâce au change des étrangers

En 1978, le P.N.B. helvétique a régressé de 7 %, ce qui a littéralement tué l'inflation qui avait, malgré tout, atteint la pointe de 13 % à la fin de 1973, au moment de la première crise pétrolière. Depuis quatre ans, la hausse des prix en Suisse a oscillé entre 0,8 % et 2 %. La croissance économique, en revanche, est restée modeste, inférieure à celle de la quasi-totalité des pays de l'O.C.D.E. La faiblesse de la demande intérieure, due au départ des étrangers — salariés et consommateurs, — a ralenti les importations. Les excédents extérieurs se sont gonflés. Tout était en place pour susciter une forte ascension du franc suisse.

Autrefois sous-évaluée, la monnaie helvétique est devenue surévaluée. De 4,3 francs pour un dollar sous le système des échanges fixes, le cours a atteint 1,48 franc en septembre 1978. L'augmentation des montres prises par les autorités pour « la sauvegarde de la monnaie », fondée sur les entrées administratives aux mouvements de capitaux, n'est pas parvenue à enrayer l'ascension du franc. Il aura fallu attendre le 1^{er} octobre 1978 pour que la Banque nationale se décide à intervenir massivement par l'achat de devises pour casser la réévaluation. Un mois plus tard, le gouvernement suisse a décidé, à son tour, de soutenir le dollar en collaboration avec les banques centrales de la République fédérale, du Japon et de la Suisse. Depuis cette date, le niveau du franc suisse s'est nettement infléchi.

Les dernières périodes monétaires ont fait apparaître une Suisse beaucoup plus sensible que par le passé aux fluctuations monétaires. Les réserves des entreprises, largement entamées, n'ont pas permis de compenser de nouveaux sacrifices sur les prix à l'exportation.

Trois orthodoxes, les autorités ont tenu rapidement avec leur politique de restrictions monétaires, en rendant les devises massivement acquises irrédémptibles. L'objectif prioritaire est à nouveau la lutte préventive contre l'inflation par le contrôle de la masse monétaire. Cependant, la Confédération a mené, pendant toute la période de difficultés économiques, une politique budgétaire peu active. Le Parlement, dans sa majorité, n'est pas



Pour lui, réf. 4378, mouvement à quartz, cadavre, seconde centrale, plaqué or.
Pour elle, réf. 4347, mouvement à quartz, plaqué or.

Duo en quartz majeur

Deux Longines Quartz.
Pour vivre à deux à la même heure.

Voici deux Longines pour un couple. Pour vivre ensemble. Elles sont à quartz, hautement fiables et précises. Pour que vous ne manquez jamais vos rendez-vous à deux.

Elles sont sobres et pures, intégrant bracelet et boîtier. Pour être belles lors de toutes vos sorties à deux.

Elles sont fines et pourtant robustes, minces et brillantes, ciselées, pour vous suivre partout. Pour tous vos loisirs à deux. Elles sont deux Longines, pour vous deux.

Longines France - 78, rue de Turbigo
75003 Paris - Tél. 278.06.27



LONGINES

Question de style

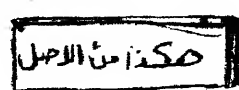
Clinique Le Lignière

1196 Gland près Nyon, SUISSE
Téléphone : 1941/22/641001

Etablissement médical, diététique et physiothérapique, bord du lac, dans un grand domaine avec une vue ravissante sur les Alpes. LA LIGNIERE est spécialisée dans le traitement des maladies internes (du tube digestif, foie, vésicule biliaire, maladie de la nutrition diabète, endocrinologie, chroniques, maladies de l'appareil cardio-vasculaire ; insuffisance cardiaque, artériosclérose, néphroses).

Programme de réadaptation cardiovasculaire après infarctus myocardiques ou coronaires cardiaques. Durée : 28 jours (remboursé par les caisses-maladie).

Radiologie - Laboratoire
Cinq médecins. Deux diététiciennes.
DEMANDEZ
LES RENSEIGNEMENTS
A LA DIRECTION



DEVELOPPEMENT • SYDNEY WARSAW • EL MOUDJAHID • Magyar Nemzet • EL PAIS • JORNAL DO BRASIL • Frankfurter Rundschau • LA STAMPA • ПОЛІТИКА • Die Presse • EXCELSIOR • INDIAN EXPRESS • Le Monde • DAWN • le soleil • 新日本新聞



Supplément mondial pour un nouvel ordre économique international

LE SYSTÈME DES NATIONS-UNIES : ARIA • BIRD • BNUC • CMA • CHUCED • FAD • FIDA • FISE • FMI • GATT • HCR • IMCO • OACI • OIT • OMH • OMPI • OMS • ONUDI • PAN • PMUD • PRUE • UIT • UNESCO • UNITAR • UNWRA • UNU • UPU

« Nous, membres de l'Organisation des Nations unies, proclamons solennellement notre détermination commune de travailler d'urgence à l'instauration d'un nouvel ordre économique international fondé sur l'équité, l'égalité souveraine, l'interdépendance, l'indépendance et la coopération entre tous les États, indépendamment de leur système économique et social, qui corrigera les injustices et réduira les inégalités et permettra d'éliminer la faim et de promouvoir le développement et les pays en voie de développement... »

(Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international adoptée par consensus le 1^{er} mai 1974 par la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies.)

UN DEVOIR PRESSANT DE SOLIDARITÉ

SEIZE grands journaux des deux hémisphères ont décidé de publier à partir du mois de juin 1979, un quart, six ou huit pages, suivant leur format, un supplément commun bimestriel qu'ils réaliseront en coopération avec les organisations internationales appartenant au système de l'ONU. Ce supplément portera sur les divers problèmes relatifs au développement et à l'instauration d'un nouvel ordre économique et social dont l'urgence a été proclamée par la sixième Assemblée spéciale des Nations unies, dans la déclaration qu'elle a adoptée par vote de consensus le 1^{er} mai 1974 et qui a été confirmée l'année suivante par la septième Assemblée spéciale.

Une telle entreprise — qui d'ailleurs s'inscrit dans la continuité de la coopération internationale et de l'entraide mutuelle — a pour but de promouvoir la coopération internationale et de faciliter la compréhension mutuelle et la confiance entre les peuples des deux hémisphères. Elle leur est apparue à la mesure des temps nouveaux, répondant à des exigences que nous nous sommes proposés.

Pourquoi, l'idée d'un supplément économique et social réalisé en commun par plusieurs grands journaux du monde entier et les institutions de l'ONU, a-t-elle été généralement bien accueillie par les intéressés. Elle leur est apparue à la mesure des temps nouveaux, répondant à des exigences que nous nous sommes proposés.

Personne ne peut plus ignorer en effet la gravité de la situation économique et sociale que connaît aujourd'hui le monde ; le fond qui sépare les pays industrialisés et le pays du tiers-monde, de plus en plus peuplé, continue de s'élargir ; les pays industrialisés exportent de plus en plus de produits à haute valeur ajoutée, tandis que les pays du tiers-monde, en luttant pour leur survie, sont de plus en plus confrontés à la faim, à la misère, à la maladie, à la pollution, à la dégradation de l'environnement.

Cette situation a été définitivement notifiée le 3 avril dernier à Genève, au cours d'une réunion commune des directeurs de journaux et de ceux des organisations internationales, réunis autour de M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies.

A cette occasion, l'absence de journaux américains et anglais a été officiellement regrettable. En effet, le Washington Post et le Christian Science Monitor, le Wall Street

Journal et le New York Times se sont successivement réunis, en levant leur souci de garder la continuité de leur travail, à l'initiative de leur coopération avec les institutions internationales pour porter assistance à leur liberté d'expression. Pour des raisons similaires, le Dagbladet de Stockholm a finalement décidé de s'associer.

Le Times de Londres et le Guardian, qui, depuis plusieurs mois déjà, publient des pages communes sur le tiers-monde, ont accepté par accord mutuel de diffuser le dialogue que les deux journaux ont initié entre eux, dans le but de promouvoir la coopération internationale et de faciliter la compréhension mutuelle et la confiance entre les peuples des deux hémisphères.

Il est évident qu'un tel dialogue n'est pas un dialogue de surface, mais un dialogue de fond, qui vise à promouvoir la coopération internationale et de faciliter la compréhension mutuelle et la confiance entre les peuples des deux hémisphères. Il est évident qu'un tel dialogue n'est pas un dialogue de surface, mais un dialogue de fond, qui vise à promouvoir la coopération internationale et de faciliter la compréhension mutuelle et la confiance entre les peuples des deux hémisphères.

Cette tâche n'est pas facile, mais elle est essentielle. Elle vise à promouvoir la coopération internationale et de faciliter la compréhension mutuelle et la confiance entre les peuples des deux hémisphères. Elle vise à promouvoir la coopération internationale et de faciliter la compréhension mutuelle et la confiance entre les peuples des deux hémisphères.

Un tel dialogue entre les journaux des pays de l'Est, de l'Ouest et du Sud et les organisations internationales n'est pas un dialogue de surface, mais un dialogue de fond, qui vise à promouvoir la coopération internationale et de faciliter la compréhension mutuelle et la confiance entre les peuples des deux hémisphères.

JEAN SCHWOBEL

(1) Jean Schwobel, ancien rédacteur diplomatique au Ministère.

Le nouvel ordre économique international cinq ans plus tard

CINQ ans ont passé depuis que l'Assemblée générale des Nations unies a adopté l'instauration d'un « nouvel ordre économique international ». Où en est-on aujourd'hui ? Pour répondre à cette question, nous nous sommes entretenus avec M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU.

Les réponses sont troublantes. L'économie mondiale a changé profondément depuis 1974, mais elle n'est ni plus équilibrée ni plus équitable. Ce qui se passe dans le monde est très inquiétant. Les pays industrialisés ont connu une récession, les pays en développement ont connu une stagnation. Les inégalités se sont aggravées.

(Lire la suite page 26.)

« Il faut qu'un large public comprenne »

« L'un des grands défis de notre temps est le problème des relations entre les pays industrialisés du Nord et les pays en développement du Sud. Nous devons tous nous préoccuper de ce problème, car il est au cœur de la paix et de la stabilité du monde. Il faut qu'un large public comprenne la situation et qu'il s'engage à y remédier. »

« Nous les pays développés ou en développement ont un intérêt vital à résoudre les problèmes économiques existants qui nous ont divisés dans le passé et qui persistent aujourd'hui. Nous devons tous nous préoccuper de ce problème, car il est au cœur de la paix et de la stabilité du monde. Il faut qu'un large public comprenne la situation et qu'il s'engage à y remédier. »

« L'insuffisance de la croissance, le chômage, l'inflation et la récession ont créé dans les pays industrialisés une situation économique qui est une véritable catastrophe. Nous devons tous nous préoccuper de ce problème, car il est au cœur de la paix et de la stabilité du monde. Il faut qu'un large public comprenne la situation et qu'il s'engage à y remédier. »

« Il faut aussi que nous nous préoccupions de la situation des pays en développement. Ils ont besoin de notre aide, car ils sont confrontés à de graves problèmes économiques et sociaux. Nous devons tous nous préoccuper de ce problème, car il est au cœur de la paix et de la stabilité du monde. Il faut qu'un large public comprenne la situation et qu'il s'engage à y remédier. »

(Message de M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU.)

EL MOUDJAHID (Algérie)

Quelques vérités

« ... Mais n'a-t-on jamais pensé [...] que le monde des nations était, comme par miracle, en l'espace de quelques années, devenu le monde des nations ? »

« ... Mais n'a-t-on jamais pensé [...] que le monde des nations était, comme par miracle, en l'espace de quelques années, devenu le monde des nations ? »

ordinaire de l'ONU en 1974, la nature des manipulations n'est pas évidente, même si quelques responsables de l'ONU y ont été impliqués. En effet, des analyses faites à l'Assemblée générale de l'ONU sur les matières premières littéralement renversées, le 2 mai 1974, montrent que la situation économique internationale était encore dominée par le volonte de certains milieux du monde industrialisé — principalement en Occident — de bloquer le développement économique des pays du tiers-monde, par la mise en œuvre de politiques de restrictions, de quotas, de subventions, de tarifs douaniers, etc.

historique, de révolte profonde et prioritaire des rapports économiques entre les pays du tiers-monde et les pays industrialisés, ou d'« aide » plus ou moins généreuse. Ce qui est évident, c'est que la situation économique internationale est encore dominée par le volonte de certains milieux du monde industrialisé — principalement en Occident — de bloquer le développement économique des pays du tiers-monde, par la mise en œuvre de politiques de restrictions, de quotas, de subventions, de tarifs douaniers, etc.

la situation économique mondiale. Examinons brièvement les quelques-uns de ces problèmes qui sont au cœur de la situation économique mondiale.




A tout d'abord, la question des matières premières. Les pays industrialisés ont besoin de matières premières pour leur industrie. Ils ont donc essayé de contrôler l'approvisionnement en matières premières. Ils ont mis en œuvre des politiques de restrictions, de quotas, de subventions, de tarifs douaniers, etc.

A la session de la CNUCED de Nairobi par exemple, les représentants des pays en voie de développement et les observateurs ont souligné les problèmes de l'approvisionnement en matières premières. Ils ont mis en œuvre des politiques de restrictions, de quotas, de subventions, de tarifs douaniers, etc.

ne pas le droit d'exercer le pouvoir de décision dans le commerce des matières premières, car cela leur permettrait d'être assés pour d'autres pays du tiers-monde dans la mesure où ils ne pourraient pas supporter cette augmentation des coûts. Comme si l'ignorance que les acheteurs de matières premières sont, par une proportion considérable, les pays industrialisés et non pas les pays du tiers-monde, était un argument valable pour prétendre que les pays du tiers-monde doivent se contenter de la situation actuelle des transactions commerciales et qu'il est « dans leur intérêt » qu'elles ne se modifient pas.

(Lire la suite page 26.)

LES INÉGALITÉS ENTRE LES PAYS

	DÉMOGRAPHIE					ÉCONOMIE					CULTURE		SANTÉ	
	Superficie (millions de km ²)	Population 1978	Population 1975	Population 1970	Population 1965	Produit national brut (milliards de \$)	Produit national brut (milliards de \$)	Produit national brut (milliards de \$)	Produit national brut (milliards de \$)	Produit national brut (milliards de \$)	Alphabétisation (%)	Alphabétisation (%)	Espérance de vie (ans)	Espérance de vie (ans)
 PAYS EN DÉVELOPPEMENT (à faible revenu)		Total 1 408,1		Total 2 382 300		Total 2 453,24		Total 2 382 300		Total 190,87		Total 50 303		Total 115,73
		% 34,92		% 3,76		% 39,59		% 3,76		% 3,76		% 4,62		% 3,76
4. BANGLADESH	144	76,6	44	153,3	70 000	90	— 0,8	350	1 943	60	78,4/E	2,12/E	38	
5. ETHIOPIE	1 222	28,7	49	55,3	29 800	100	0,2	75	431	81	94,0/E	0,29/C	38	
6. MALI	1 240	3,8	30	11,6	6 000	100	0,5	53	376	0,48/C	9/C	97,5/E	0,59	38
10. RWANDA	26	4,2	31	9	5 100	120	1,2	22	35	9/C	83,4/E	0,30	41	133
11. IRAN	677	30,8	34	55,1	38 100	120	0,9	12/8	321	296,8	117	40,3/E	2,10/C	30
12. BURUNDI	28	3,8	48	7,8	4 700	120	— 0,4	2	26	8/C	86,1/E	0,31	39	138
16. INDE	3 280	620,4	34	1 856,7	878 500	140	0,5	91	12 392	10 312,2	27,92	66,4/E	6,43	50
17. NIGER	1 267	4,7	32	9,7	7 000	150	— 2,4	7/8	112	0,30	5/C	98,6/E	0,13	39
18. MOZAMBIQUE	783	9,5	43	18,1	13 800	150	— 4,3	215/8	2,15/C		88,6/E	0,35/E	44	93
22. TANZANIE	943	15,1	47	33,7	27 700	180	— 1,1	514	596	818	49	71,9/E	0,23	45
23. SIERRA-LÈONE	72	5,1	43	6,6	5 800	190	— 0,8	44	159	15,99	4/C	92,1/E	0,43	44
24. SRI-LANKA	66	13,8	27	20,1	25 900	190	1,2	21	682	572,6	21	22,4/E	1,17/E	68
28. HAÏTI	28	5,1	45	9,9	10 200	220	2,1	42/8	92		10	76,7/E	0,46/E	50
29. EMPIRE CENTRAFRICAÏN	622	1,8	43	3,8	4 300	240	— 0,9	79	0,42/E		7/C	92,6/E	0,35	41
30. KENYA	583	13,8	50	33,6	34 600	240	0,9	285	688		77/C	80,5/E	0,79/E	50
34. YEMEN (Rép. démoc.)	333	1,7	49	3,4	4 700	270	— 6,4	125/8	226		37/C	72,9/D	0,67/C	45
35. SOUDAN	2 506	13,9	49	32,2	43 900	270	2,3	426	1 268	6,45	123	85,3/E	1,35	49
36. ÉGYPTÉ	1 001	38,1	33	61,9	106 800	280	3,1	2 286	5 043	233,4 /E	5 367	56,5/A	13,5	52
40. ANGOLA	1 247	5,5	47	11,9	182 000	310	— 0,6	602/C			87 /E	0,57/E	39	24
41. GHANA	239	10	49	21,2	38 600	370	— 0,7	61/8	594	31,9	68	69,8/E	1,2	45
42. THAÏLANDE	514	43	34	76,1	163 000	380	4,2	592	822	142,2 /A	425	21,4/E	1,51	58
 PAYS PÉTROLIERS À CAPITAL EXCÉDENTAIRE		Total 12,57		Total 28,76		Total 861 800		Total 3 983,68		Total 4 563		Total 7 149		Total 2,44
1. OMAN	312	0,79	5,6	20 900	2 620	9,0		730						
2. SAÛDITE	0,4	0,25	0,5	12 200	3 810	45,4	— 318	14						
3. ARABIE SAÛDITE	2 149	7,2	48	15,6	408 600	4 420	9,5	24 369						
7. ÉMIRATS ARABES UNIS	83	0,56	1,63	100 500	14 480	0,1		1 060,2						
 PAYS À ÉCONOMIE PLANIFIÉE		Total 1 336,2		Total 1 361 480		Total 1 062,32		Total 2 856		Total 83 937		Total 28,97		Total 28,97
1. VIETNAM	333	47,6	41	79,4	77 500	160	— 4,3	32 300						
2. CHINE (Rép. pop.)	9 597	995,3	26	1 190	3 070 100	370								
6. CUBA	113	3,5	21	12,7	70 700	590	— 0,3	303/8						
7. ROUMANIE	238	21,4	19	25,7	299 600	1 400	10,1	1/8						
8. HONGRIE	93	10,6	16,7	11,3	248 300	2 340	2,6	1 085/8						
12. TCHÉCOSLOVAQUIE	128	14,9	18,7	17,2	365 400	3 790	2,5	571						
13. ALLEMAGNE (Rép. démoc.)	108	16,8	19,3	16,7	758 200	4 520	3,8	1 835						

Le tableau ci-dessus présente une série de statistiques qui manifestent, dans les données les plus diverses — celle de la démographie, de l'économie et de la santé — la disparité considérable de la situation entre les divers pays qui constituent la communauté mondiale. Parmi ceux notamment qui appartiennent au groupe des pays développés et ceux qui sont les plus nombreux, les pays en voie de développement.

Seuls les pays ayant une population supérieure à un million d'habitants figurent dans ce tableau, qui présente donc une liste de ceux qui sont les plus nombreux et ceux qui sont les plus développés.

fait exception à cette règle que pour le Luxembourg et la Mongolie, dans les données les plus diverses — celle de la démographie, de l'économie et de la santé — la disparité considérable de la situation entre les divers pays qui constituent la communauté mondiale. Parmi ceux notamment qui appartiennent au groupe des pays développés et ceux qui sont les plus nombreux, les pays en voie de développement.

Les cent trente pays retenus ont été répartis, en effet, en quatre groupes selon le classement établi par la Banque mondiale dans son dernier rapport annuel (1978). Cette institution, qui fait partie du système de l'ONU, distingue les pays industrialisés, les pays à économie planifiée, les pays en voie de développement et les pays pétroliers à capital excédentaire.

laine. Certaines modifications ont cependant été apportées à ce classement. C'est ainsi, par exemple, que l'Espagne, le Portugal, la Grèce et la Turquie, dont le P.N.B. (produit national brut) est relativement peu élevé, ont été rattachées au groupe des pays industrialisés. Pour la raison qu'ils ont moins brève échéance ou pour avoir été jugés à faire partie de la Communauté économique européenne.

Dans chaque groupe, les pays qui le composent sont classés dans l'ordre croissant de leur P.N.B. habitant en 1978, selon les chiffres publiés en 1978 par l'Atlas de la Banque mondiale et calculés en dollars par tête habitant.

Il est entendu que les chiffres publiés dans ce tableau — ceux qui se rapportent


à chacun des pays cités de même que les totaux en moyenne qui ont pu être établis pour chacun des groupes et qui ont ainsi permis de comparer — sont loin d'être tous parfaitement « fiables » et doivent être interprétés avec une certaine prudence. Il est bien connu qu'un grand nombre de pays manquent des moyens et des experts pour établir et vérifier des statistiques avec la rigueur souhaitable. Beaucoup de chiffres avancés ne représentent d'ailleurs que des moyennes qui, la plus souvent, ne tiennent pas compte des écarts sociaux et économiques des individus, entre les citoyens d'un même pays et entre les pays d'un même groupe.

De plus en plus, en effet, on attache de l'importance d'une part aux problèmes de la répartition des biens et des services, d'autre part, à celui de la qualité physique de la vie. Or à ce double égard les statistiques traditionnelles sont souvent ou très insuffisantes, même si on se borne à les compléter.

Pourtant si incomplètes et dangereuses à manier qu'elles soient, ces statistiques conservent une valeur indicative et comparative peu discutable. Elles sont surtout le reflet de la situation économique et sociale des divers pays, sur tous les plans, à l'avantage des pays industrialisés et au détriment des pays en voie de développement. Le fait que quelques pays en développement ont pu nombreux en venir à vouloir leur économie « décoller » ou tout du moins se procurer une certaine capacité d'investir ne modifie pas fondamentalement la physionomie de ce tableau.

سكزيان من الاجل

DE L'OUEST, DE L'EST ET DU SUD

		DÉMOGRAPHIE					ÉCONOMIE										CULTURE			SANTÉ	
		Population (en millions)	Densité (hab/km²)	Taux de croissance (en %)	Proportion de la population (en %) :	P.A.A. (en millions)	P.N.B. (en milliards de dollars)	Chômage (en %) :	Ind. (en milliards de dollars)	Ind. (en milliards de dollars)	Ind. (en milliards de dollars)	Ind. (en milliards de dollars)	Ind. (en milliards de dollars)	Ind. (en milliards de dollars)	Ind. (en milliards de dollars)	Ind. (en milliards de dollars)	Ind. (en milliards de dollars)				
PAYS EN DÉVELOPPEMENT (à revenu moyen)		Total (85 pays) 1 957,7	% 48,85	Total (85 pays) 3 490,34	% 56,33	Total (85 pays) 668 750	% 12,62	Moyenne (85 pays) 456,69	Total (80 pays) 138 837	Total (85 pays) 34 421	% 11,74	Total (85 pays) 73 800	Moyenne (73 pays) 101,72								
AC. LIBERIA		11	15,3	3,4	3,3	4 400	418	6,3	77	17	4/C	911,4/E	1,64	44	53						
AF. PHILIPPINES		73	41,8	2,4	10,6	287 000	420	2,9	1 587	1 197	96/C	17,4/E	20,60	53	79						
AM. ZAMBIE		733	2,8	10,6	10,6	21 800	458	0,7	127,8	11 197	96/C	17,4/E	20,60	53	79						
AR. BOLIVIE		1 099	4,9	24	9,3	29 700	370	3,4	97/B	1 000	63,4 /A	37,3/A	10,13/E	47	47						
AS. PAPOUASIE NOUV. GUINEE		462	3,8	41	5,6	350	320	1,5	143	289	207	67,9/E	0,51/E	48	48						
AS. MAROC		447	17,3	48	36,2	89 000	320	3,3	1 154	23,4	76/C	16,6/E	3,78	53	117						
AS. ALGERIE		1 139	23,8	33	40,5	157 400	650	2,3	30/B	2 449	262,4	19,2/D	8,01	61	36	22					
AS. SYRIE		381	12,6	34	29,5	134 500	840	2,7	1 087/B	3 379	298,2	25,9	10,79/E	36	45	23					
AS. EGYPTE		2 382	15,7	48	36	167 000	1 010	3,8	251/A	5 853	162/C	27,5/E	10,79/E	36	45	23					
AS. CHILI		757	10,2	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. ARGENTINE		2 381	14,4	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. PEROU		1 285	15,5	34	29,5	134 500	840	2,7	1 087/B	3 379	298,2	25,9	10,79/E	36	45	23					
AS. ALGERIE		2 382	15,7	48	36	167 000	1 010	3,8	251/A	5 853	162/C	27,5/E	10,79/E	36	45	23					
AS. CHILI		757	10,2	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. ARGENTINE		2 381	14,4	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. PEROU		1 285	15,5	34	29,5	134 500	840	2,7	1 087/B	3 379	298,2	25,9	10,79/E	36	45	23					
AS. ALGERIE		2 382	15,7	48	36	167 000	1 010	3,8	251/A	5 853	162/C	27,5/E	10,79/E	36	45	23					
AS. CHILI		757	10,2	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. ARGENTINE		2 381	14,4	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. PEROU		1 285	15,5	34	29,5	134 500	840	2,7	1 087/B	3 379	298,2	25,9	10,79/E	36	45	23					
AS. ALGERIE		2 382	15,7	48	36	167 000	1 010	3,8	251/A	5 853	162/C	27,5/E	10,79/E	36	45	23					
AS. CHILI		757	10,2	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. ARGENTINE		2 381	14,4	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. PEROU		1 285	15,5	34	29,5	134 500	840	2,7	1 087/B	3 379	298,2	25,9	10,79/E	36	45	23					
AS. ALGERIE		2 382	15,7	48	36	167 000	1 010	3,8	251/A	5 853	162/C	27,5/E	10,79/E	36	45	23					
AS. CHILI		757	10,2	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. ARGENTINE		2 381	14,4	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. PEROU		1 285	15,5	34	29,5	134 500	840	2,7	1 087/B	3 379	298,2	25,9	10,79/E	36	45	23					
AS. ALGERIE		2 382	15,7	48	36	167 000	1 010	3,8	251/A	5 853	162/C	27,5/E	10,79/E	36	45	23					
AS. CHILI		757	10,2	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. ARGENTINE		2 381	14,4	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. PEROU		1 285	15,5	34	29,5	134 500	840	2,7	1 087/B	3 379	298,2	25,9	10,79/E	36	45	23					
AS. ALGERIE		2 382	15,7	48	36	167 000	1 010	3,8	251/A	5 853	162/C	27,5/E	10,79/E	36	45	23					
AS. CHILI		757	10,2	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. ARGENTINE		2 381	14,4	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. PEROU		1 285	15,5	34	29,5	134 500	840	2,7	1 087/B	3 379	298,2	25,9	10,79/E	36	45	23					
AS. ALGERIE		2 382	15,7	48	36	167 000	1 010	3,8	251/A	5 853	162/C	27,5/E	10,79/E	36	45	23					
AS. CHILI		757	10,2	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. ARGENTINE		2 381	14,4	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. PEROU		1 285	15,5	34	29,5	134 500	840	2,7	1 087/B	3 379	298,2	25,9	10,79/E	36	45	23					
AS. ALGERIE		2 382	15,7	48	36	167 000	1 010	3,8	251/A	5 853	162/C	27,5/E	10,79/E	36	45	23					
AS. CHILI		757	10,2	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. ARGENTINE		2 381	14,4	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. PEROU		1 285	15,5	34	29,5	134 500	840	2,7	1 087/B	3 379	298,2	25,9	10,79/E	36	45	23					
AS. ALGERIE		2 382	15,7	48	36	167 000	1 010	3,8	251/A	5 853	162/C	27,5/E	10,79/E	36	45	23					
AS. CHILI		757	10,2	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. ARGENTINE		2 381	14,4	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. PEROU		1 285	15,5	34	29,5	134 500	840	2,7	1 087/B	3 379	298,2	25,9	10,79/E	36	45	23					
AS. ALGERIE		2 382	15,7	48	36	167 000	1 010	3,8	251/A	5 853	162/C	27,5/E	10,79/E	36	45	23					
AS. CHILI		757	10,2	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. ARGENTINE		2 381	14,4	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. PEROU		1 285	15,5	34	29,5	134 500	840	2,7	1 087/B	3 379	298,2	25,9	10,79/E	36	45	23					
AS. ALGERIE		2 382	15,7	48	36	167 000	1 010	3,8	251/A	5 853	162/C	27,5/E	10,79/E	36	45	23					
AS. CHILI		757	10,2	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. ARGENTINE		2 381	14,4	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. PEROU		1 285	15,5	34	29,5	134 500	840	2,7	1 087/B	3 379	298,2	25,9	10,79/E	36	45	23					
AS. ALGERIE		2 382	15,7	48	36	167 000	1 010	3,8	251/A	5 853	162/C	27,5/E	10,79/E	36	45	23					
AS. CHILI		757	10,2	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. ARGENTINE		2 381	14,4	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. PEROU		1 285	15,5	34	29,5	134 500	840	2,7	1 087/B	3 379	298,2	25,9	10,79/E	36	45	23					
AS. ALGERIE		2 382	15,7	48	36	167 000	1 010	3,8	251/A	5 853	162/C	27,5/E	10,79/E	36	45	23					
AS. CHILI		757	10,2	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. ARGENTINE		2 381	14,4	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. PEROU		1 285	15,5	34	29,5	134 500	840	2,7	1 087/B	3 379	298,2	25,9	10,79/E	36	45	23					
AS. ALGERIE		2 382	15,7	48	36	167 000	1 010	3,8	251/A	5 853	162/C	27,5/E	10,79/E	36	45	23					
AS. CHILI		757	10,2	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. ARGENTINE		2 381	14,4	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. PEROU		1 285	15,5	34	29,5	134 500	840	2,7	1 087/B	3 379	298,2	25,9	10,79/E	36	45	23					
AS. ALGERIE		2 382	15,7	48	36	167 000	1 010	3,8	251/A	5 853	162/C	27,5/E	10,79/E	36	45	23					
AS. CHILI		757	10,2	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. ARGENTINE		2 381	14,4	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. PEROU		1 285	15,5	34	29,5	134 500	840	2,7	1 087/B	3 379	298,2	25,9	10,79/E	36	45	23					
AS. ALGERIE		2 382	15,7	48	36	167 000	1 010	3,8	251/A	5 853	162/C	27,5/E	10,79/E	36	45	23					
AS. CHILI		757	10,2	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. ARGENTINE		2 381	14,4	23	15	108 700	1 050	2,3	387	3 527	409,6 /A	53,6	11,9/E	16,54	63	79					
AS. PEROU		1 285	15,5	34	29,5	134 500	840	2,7	1 087/B	3 379	298,2	25,9	10,79/E	36	45	23					
AS.																					

LEGENDES

- ## LEGENDES
- | | |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> ♦ : pays membres de l'O.P.E.C. (Organisation des pays exportateurs de pétrole). • : pays membres du C.A.R.M. (CO-AGROCOM) : Conseil pour l'assistance économique mutuelle (regroupement économique des pays d'Europe de l'Est et du Vieux monde). • : pays membres de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économiques). | <ul style="list-style-type: none"> — : pays membres de l'O.C.D.E. et du C.A.D. (Comité d'aide au développement). /O : années 1977. /A : années 1976. /B : années 1975. /C : années 1974. /D : années 1973. /E : années antérieures à 1973. N.D. : non déterminé. |
|---|--|

— Superficie : World Bank Atlas (1978) dont les chiffres sont tirés de l'Annuaire démographique de l'ONU, 1975.
— Population : World Bank Atlas (1977). Les chiffres en « maigre » sont de l'année 1975 et proviennent du rapport prévisible de la Division de la population de l'ONU, rapport selon lequel la population globale du monde a été élevée en 1975 à 4 081 711 000 humains. Dans cette colonne, les pourcentages par groupes de pays sont calculés sur ce dernier chiffre.

— Taux de natalité : World Bank Report (1978). Les chiffres en « moins » sont de l'année 1977 et sont tirés du bulletin mensuel statistique de l'ONU de février 1978.

— Population en l'an 2000 : rapport pro-

— Population en l'an 2000 : rapport prévisoire (25-1-1978) de la Division de la population de l'ONU, département des affaires économiques et sociales internationales. Ce rapport évalue à 9 195 289 000 humains la population totale du globe en l'an 2000. On trouve en tête de la colonne de chaque groupe de pays le total de la population de ce groupe et le pourcentage de ce total par rapport à la

— P.N.B. global: World Bank Atlas (1978).

— P.N.B. par habitant: World Bank Atlas (1978). Pour les pays industrialisés, l'Organisation de coopération et de déve-

veloppement économiques a publié des chiffres plus récents (1977-1978) et sensiblement plus élevés dont nous n'avons pas tenu compte pour permettre que les comparaisons particulièrement indistinctes et faire entre les différents groupes de pays utilisant l'ère sur la même base.

- Croissance annuelle du P.N.B. : World Bank Atlas (1978).
- Solde commercial : Annuaire statistique des Nations Unies (1977).
- Endettement : World Bank report (1978). En 1977, cet endettement s'est élevé à 264 milliards de dollars (source : F.A.O.).

— **Chômage** : annuaire des statistiques du travail (S.I.T.). La plupart de ces chiffres se sont sensiblement accrus et donc aggravés depuis lors. Peu d'entre

eur, comme celui des Etats-Unis, sont moindres.

— Aide publique au développement. Examen 1977. Coopération pour le développement [O.C.D.E.]. Les chiffres en « millions », relatifs aux pays socialistes notamment sont tirés de l'annuaire statistique

— Dépenses d'armement: SIPRI Yearbook (annuaire du Stockholm International Peace Research Institute 1977). Le total des dépenses d'armement pour l'ensemble des pays du globe est évalué aujourd'hui à près de 450 milliards de dollars.

- **Esprance de vie et mortalité infantile:** chiffres calculés par la division de la population des Nations unies et publiés par le World Bank Report (1978).

le soleil (Dakar) Inventer un monde neuf

L'IDEE d'un nouvel ordre économique marque le pas. Les incertitudes persistent. Elles rendent difficile un dialogue qui s'élance imprudemment et violemment dans la logique.

Pourtant, des pas importants pourraient être franchis par les pays industrialisés. L'annulation des dettes du tiers-monde, par exemple, ou bien un impôt sur les budgets de la défense, comme l'a proposé le président Senghor, pour financer des projets de développement vitaux. Au mieux cependant, les mesures ne feront qu'améliorer l'état des rela-

tions internationales sans le changer

Bien qu'on ait assimilé le groupe des non-alignés à un syndicat, le tiers-monde propose, lui, un tiers d'une confrontation, de jeter un regard nouveau sur le monde. Le nouvel ordre sera global ou ne sera pas. Mais si le facteur économique est important, il est nécessaire de compter avec les autres exigences, qu'elles soient techniques, politiques ou culturelles. La crise des idéologies la montre comme, du reste, le regain du racisme, les engouements culturels, de l'ironie des stylistes à l'Afrique des sectes.

Le nouvel ordre doit d'abord être culturel. Le choc culturel devant dépasser la carcelle des connaissances et des comportements pour élargir le terrain des idéologies. La prépondérance doit être donnée à la culture, qui est le socle à partir duquel le modèle économique se construit. D'autre part, l'Occident des dettes de l'homme et du capital doit être dépassé par une révolution idéologique, ce droit fondamental (reconnu par les Nations unies) qu'est le droit au développement. Avant d'être projeté à l'échelle des nations, l'acceptation de ce droit passe par une démarche individuelle qui précède la mort des équilibres conservateurs au faisant avancer l'idée du partage.

Aussi bien, le nouvel ordre ne peut s'élancer sans cette nécessité de nous tenir : le dialogue des cultures. Pour servir toutes les Venues des aires, il faut que les différences soient reconnues et

acceptées. L'homme du tiers-monde peut aider l'Occident à obtenir des apogées qui s'élèvent dans la drogue, les violences, la territorialité. Une seule condition à cette entente : l'acceptation de l'autre dans ses différences complémentaires.

Ce ne sera pas tout. Dans un monde décliné qui souffre d'un mal profond, le nouvel ordre ne naîtra pas sur les cendres du désordre actuel. Il s'agit d'inventer un monde. La « décolonisation » du système en place est nécessaire. Le dialogue Nord-Sud ne sera pas efficace s'il doit être avant les nations de l'Est. Le problème n'est pas de circonvenir la concentration entre le Nord capitaliste et les nations prolétaires pour tenter, par ce biais, de procéder à une régulation du système actuel.

Sur le chemin qui mène au troisième millénaire, il est nécessaire que par le langage de l'humain, la Vieillesse Europe

doit faire plus que son Staber, et l'Ané- rique de Carter, avant d'être des droits de l'homme, doit comprendre qu'il n'y a de droit plus impérieux que celui de garantir la Vie à un milliard deux cent millions de personnes, qui souffrent des inégalités les plus atroces.

Le seul Allemagne fédérale a un produit national brut trois fois supérieur à celui de toute l'Afrique. Cela ne doit pas conduire à penser l'équation du tiers-monde en termes de rattrapage du retard pris par l'Occident. Raisonner dans cette perspective suppose l'adoption par les pays en développement des mêmes modèles économiques que les pays industrialisés. C'est peut-être la plus dure leçon que veut enlever la tiers-monde alors même que des politiques originales de développement sont en gestation dans certains pays.

ABDOULAYE NDIAGA SYLLA.

Le Monde (Paris) L'opinion, c'est l'égoïsme

LE bioma information-dialogue Nord-Sud suggère deux problèmes : l'indigence relative des moyens et des pouvoirs, dont nous ne traitons pas, en dépit de son importance, et la réaction — instinctive ou provoquée — des opinions publiques devant les perspectives d'un nouvel ordre économique mondial.

Plus précisément encore, les réactions des forces politiques européennes et américaines en face de la division internationale du travail. Tout laisse craindre, en effet, que le temps de la compréhension possible soit passé et que l'affrontement soit difficile à éviter entre un tiers-monde qui a besoin d'exporter les produits industriels qu'il fabrique en en quantités et qualités significatives, et les pays développés capotés d'un mal qui ne se veut pas mériter, le chômage.

De surcroît, la crise correspond, en Occident, à l'affirmation nouvelle d'un pouvoir médié, l'opinion. Nul pays ne signale mieux ce phénomène que ne le font les Etats-Unis d'Amérique. Cette démons- tration est pour nous une nouvelle donnée d'un équilibre dynamique où le Congrès exprime les exigences, les pulsions, les craintes, les espoirs, la population multiforme et passionnée, où le président incarne, au contraire, les responsabilités mondiales de l'Union, la permanence d'une ambition nationale. Nous n'avons jamais été bien compris, nous Européens, les tentatives, les basculements, les crises de cet équilibre, et n'avons retenu que les interventions bavardes d'une presse déclinée.

Mais les choses ont changé. L'engagement permanent de la flotte et de l'armée

tant en Europe qu'en Asie, la guerre du Vietnam, Watergate, la projection sur les écrans de télévision des débats des comités d'enquête parlementaires, la personnalité des présidents de moins en moins assurés, de moins en moins pharisaïques, tout a contribué à accroître l'influence des passions et l'effacement de l'ambition nationale et des responsabilités mondiales.

Plus que jamais, en Occident, le poids de l'opinion est décisif. Et l'opinion, c'est l'égoïsme. C'est aussi le court terme. Les autorités n'auront plus le pouvoir d'intégrer à leurs politiques la dimension

du dialogue juste et propo- sitionnel et les opinions continueront d'être obéissantes par leurs propres problèmes. C'est au patronyme de ce qu'elles considèrent comme une lutte pour leur vie qu'il faut aller chercher ces opinions et leur démontrer le caractère suicidaire du repliement. Il n'est pas facile, dans le chaos, de plaider demain contre aujourd'hui.

Mais l'ordre ne sera pas possible s'il se construit sur la destruction. Il faut donc dépasser une habitude, une dimension de la vie de nos peuples. Chacun d'entre nous doit être consciemment informé de ce que l'absence de dialogue Nord-Sud, c'est l'aggravation des inégalités terribles du monde, afin que chacun d'entre nous inscrive le nouvel ordre économique mondial au nombre de ses passions égoïstes.

La solidarité humaine en plus.

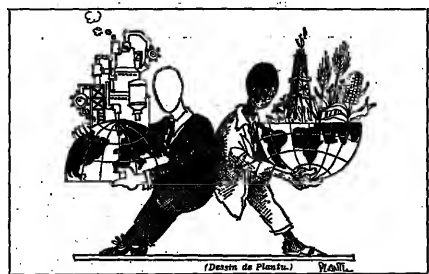
EDGAR PISANI, (suisse).

L'aide française au développement : une peau de chagrin

LA France occupe le quatrième rang dans le classement mondial de l'aide publique au développement (A.P.D.). Ayant consacré à ce type d'intervention 0,60 % de son produit national brut en 1977 — en 1978, le pourcentage aura été porté à 0,65 % — elle s'est classée après la Suède (0,59 %), les Pays-Bas (0,55 %) et la Norvège (0,52 %). En valeur absolue, l'envoie français a représenté 2 257 millions de dollars (+ 5,8 % par rapport à 1977) derrière les Etats-Unis (4 159 millions), devant le Japon (1 404 millions) et l'Allemagne fédérale (1 308 millions).

En fait, la place occupée par la France n'est honorable qu'en apparence. En effet, l'aide au développement com-

prend pour une partie non négligeable — 51 % en 1977 contre 45 % en 1976 — les crédits attribués aux départements et territoires d'outre-mer. Ce n'est qu'après avoir déduit ces crédits qu'on peut constater que la France n'est pas le plus grand contributeur au développement. Abstraction faite des « DOM-TOM », l'aide au développement internationale française représente 0,51 % du produit national brut, ce qui est à peu près la moitié de ce que consacrent les Etats-Unis (1,02 %) et la Grande-Bretagne (0,92 %). En outre, l'aide française n'a cessé de diminuer : 0,50 % en 1976, 0,48 % en 1975, 0,46 % en 1974, 0,44 % en 1973. Bien plus, compte tenu de la croissance



(Dessin de P. M.)

réelle du produit national brut de 1969 à 1977, la France est le pays où le volume de l'A.P.D. s'est le plus accru. Dès lors, il est toujours possible d'affirmer que l'effort de 0,7 % consacré par les Nations unies n'est pas oublié.

Cependant, les conditions financières de l'A.P.D. sont restées conformes aux termes de la convention de l'OCDE adoptée en 1972. L'élément de « libéralité », notamment la place prise par les dons, a dépassé 50 %. Plus de la moitié de l'aide est destinée aux départements et territoires d'outre-mer, 30 % ont été attribués aux Etats relevant du ministère de la Coopération, 10 % aux pays du Maghreb et 0 % aux autres nations du tiers-monde. L'aide affectée par la France en 1977 aux pays les moins développés, est toujours inférieure à 0,50 % du P.N.B. à la moyenne du Comité (0,53 %). Ce résultat est le signe d'un poids des

pays d'Afrique — chaque nation industrialisée a sa clientèle — qui figurent parmi les nations les plus déshéritées du monde. En volume, l'assistance technique française reste de loin la plus importante de celle de tous les pays du CAD. Elle se dirige en majeure partie vers le secteur de l'enseignement, mais le Fret est aussi active dans le domaine de la recherche, notamment agricole.

Globalement, les versements nets publics ou privés destinés au tiers-monde ont représenté 5 212 millions de dollars en 1977, soit 1,37 % du produit national brut de la France. Toutefois, sur cet apport total, l'aide publique au développement représentait 66 % en 1977 ; elle s'élève à 68 % en 1978 ; elle s'élève à 69 % en 1979. La recherche, les capitaux privés ont pris une place grandissante, traduisant l'importance des banques dans le jeu mondial.

MICHEL BOYER.

ПОЛИТИКА (Belgrade) Les pays industrialisés remettent en cause le nouvel ordre

L'EVOLUTION de l'économie mondiale et des relations économiques remette-ent en cause le bien-être du concept de nouvel ordre économique international ? Les Etats avancés ont, certes, réussi, jusqu'à un certain point, à concilier leur position dominante et à maintenir l'ordre du monde, mais ils l'ont fait, une fois de plus, au détriment des pays en voie de développement. Rien qu'en 1978, grâce à l'augmentation des termes de l'échange, les Etats industrialisés ont, en effet, réalisé 20 milliards de dollars de bénéfices. Ayant retrouvé leur vigueur, ils tentent à nouveau de négocier avec les pays en voie de développement depuis des positions de force, de puissance. Les solutions qu'ils proposent ont pour but de perpétuer les rapports d'indépendance, de dépendance et d'exploitation en place, ce

qui constitue la négation du nouvel ordre économique international.

Au lieu d'envisager les indispensables changements structurels, les Etats avancés insistent toujours plus fortement sur une approche différenciée et active et limitent leurs actions aux pays les moins développés. En privilégiant une telle méthode et en s'employant à intégrer un certain nombre de pays en voie de développement dans leur système économique et monétaire, les Etats industrialisés de l'Ouest, aussi bien que ceux de l'Est, cherchent à mettre en péril et à briser l'unité d'action des pays en voie de développement et à en affaiblir le pouvoir de négociation. Ils font dépendre toute nouvelle démarche en faveur des pays sous-développés de la relation préalable

de leurs propres activités économiques. C'est le temps d'un plan qui s'observe dans les négociations Nord-Sud, à la CNUCED, sur les matières premières, le régime monétaire et l'économie du code de transfert de technologie. Bref, nous nous retrouvons en présence d'une action qui procède à la dégradation de la volonté de remettre en cause l'ordre politique déjà existant et à la nécessité de modifier les relations économiques actuelles.

La réaffirmation des idées et principes du nouvel ordre économique international, « des idées », une importance à la fois stratégique et immédiate, pratique. Réunie récemment à Arusha (Tanzanie) dans le cadre du « groupe des 77 », quinze quatre-vingt-deux pays en voie de développement ont décidé d'organiser leur action politique afin de donner encore plus de poids à ces idées et principes. Ils se sont déclarés persuadés que la réalisation du concept et du contenu du nouvel ordre économique mondial est de l'intérêt de tous les pays. La prise en compte des intérêts particuliers des pays en voie de développement offre en effet, essentiellement, aux Etats avancés des

chances sérieuses de trouver leur place au tableau des vies crises dont ils souffrent.

Il est donc évident, selon eux, que l'interdépendance de toutes les parties de l'économie mondiale appelle une restructuration de fond afin que les mesures prises dans les différentes régions du globe puissent se compléter la plus possible. C'est ce qui les a amenés à rejeter fermement, à Arusha, la politique d'application progressive et d'approche sélective. Sachant, d'autre part, que dans les négociations avec les Etats avancés, ils ne peuvent compter que sur la force de leur unité, ils ont arrêté des positions communes pour la phase suivante des pourparlers, à l'occasion de la prochaine CNUCED.

Dans la plate-forme politique qu'ils ont adoptée à cette occasion, les pays en voie de développement ont réaffirmé le rôle central de la coopération et du dialogue. Des négociations à long terme ne peuvent être conduites avec succès que moyennant un dialogue permanent, mais aussi dans la confrontation. Car celui-ci est le seul moyen de modifier progressivement le rapport de forces international et

d'affirmer les positions économiques et politiques des pays en voie de développement et, par là même, leur pouvoir de négociation.

Bref, il est plus que temps de regarder les faits bien en face. Au lieu de multiplier les rapports et les commissions d'enquête sur l'indépendance, les Nations unies et de l'autorité des personnalités qui y participent, — il est indispensable de souligner et de défendre les intérêts des pays en voie de développement — il est indispensable de principe d'un nouvel ordre économique international réaffirmé d'avoir des conséquences politiques aussi négatives qu'indivisibles. L'aggravation des problèmes de l'économie mondiale et des relations économiques est à la fois la cause et la conséquence de la dégradation de la situation internationale. Et, inversement, un progrès substantiel vers le règlement de certains problèmes les plus aigus de l'économie mondiale serait une importante contribution à la dégradation des relations et à la coopération entre les nations.

KAZIMIR VIDAS, ministre fédéral adjoint des affaires étrangères.

ASAHI SHIMBUN (Tokyo) L'aide japonaise entre dans une phase tumultueuse

FACILITANT appui aux techniques de production les plus modernes et au travail de la population, le Japon a pu non seulement surmonter la crise pétrolière, mais aussi accumuler un important excédent commercial. Réussissant à produire, à exporter, à vendre, le Japon a réussi à doubler le volume de l'aide publique au développement (A.P.D.) en trois ans. Cette décision a été présentée à la conférence au sommet tenue à Bonn en juillet 1978, devant de ce fait un représentant international. Cet engagement a été pris alors que la plupart des pays avancés se désol-

taient encore dans leurs difficultés financières et que, pour soutenir l'économie nationale, le gouvernement japonais avait dû faire des emprunts dont le montant s'élevait à 37,6 % du budget national. Il est vrai que, comparée à l'aide accordée par les autres pays avancés du monde, l'aide du Japon a, jusqu'à présent, été faible, alors que le chiffre de 0,7 % du produit national brut a été fixé comme objectif international. Seuls, trois Etats membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques

(O.C.D.E.) ont atteint cet objectif. Les résultats obtenus par le Japon économique qu'est le Japon ont été malheureusement rangés, le volume de son aide n'atteignant que 0,21 % de son produit national brut. La situation n'est pas brillante non plus pour la qualité de l'aide, le Japon imposant des conditions assez strictes. En 1977, l'économie du Japon a été aidée pour 10,5 % par les Etats membres de l'O.C.D.E. s'élevait à 83,5 %, alors que dans le cas du Japon, il représentait 70,2 %. Le Japon se situait à cet égard à la seizième place, soit-à-dire à l'avant-dernière, parmi les Etats membres de l'O.C.D.E. qui consacrent à l'aide au développement (CAD) de l'O.C.D.E.

A la lumière de cette situation, le Japon a, depuis lors, décidé d'accroître son aide au Japon. Les conditions d'aide, telles que les dons purs et simples et la coopération technique, ont été élargies. Le Japon a décidé de porter à 10 % le volume de son aide au Japon. Ce grand effort pour assouplir les conditions imposées à l'aide japonaise, les achats japonais au moyen de cette aide devant être faits au Japon. Cette disposition a été modifiée de façon que les sommes prêtées par Tokyo puissent être employées

à des achats dans des pays en développement. Elle a ensuite été à nouveau assouplie pour permettre à l'importateur d'acheter dans tous les pays, y compris les pays avancés.

On ne saurait nier d'autre part l'importance de la coopération économique privée. Dans le volume total du commerce extérieur nippon en 1978, les pays en développement représentaient 40 % des exportations et 55 % des importations, tandis que dans le cas des Etats-Unis, les exportations et les importations représentaient 20 %. Cela montre l'importance des liens existant entre le Japon et les pays en développement et la dépendance de Tokyo vis-à-vis des ressources naturelles de ces pays.

Le déclenchement du conflit sino-soviétique, la révolution iranienne en Iran ont été de grands chocs, qui ont affecté de façon considérable les relations économiques et la coopération économique, y compris les exportations d'installations industrielles, des équipements jusqu'au Japon servant les intérêts du peuple du Japon. Les liens économiques sont fort étendus, selon la façon dont

l'assistance est reçue, elle ne puisse avoir exactement l'effet inverse.

Un autre problème qui se pose est celui de l'ouverture du marché japonais aux pays en développement. La coopération économique, les droits de douane préférentiels, etc., étaient offerts par les pays avancés, y compris le Japon, en vue d'aider à l'agriculture et à l'industrie nationale des pays en développement en favorisant leur industrie et en stimulant leurs exportations. Après des années de leur bénéficiant ainsi, ces pays recherchent de plus en plus des marchés extérieurs et le Japon, lui aussi, doit se préparer davantage à leur ouvrir ses portes.

Il faudrait pour cela apporter certaines modifications à la structure à l'industrie japonaise et ces modifications créeraient certainement du chômage, causant de graves problèmes d'ordre politique. Toutefois, le Japon ne peut se contenter de ne pas se laisser à ces pays la droite de se développer et de se faire son propre chemin. Force est de constater néanmoins que le programme japonais d'aide au développement se trouve dans la phase la plus tumultueuse de son histoire.

YASUSHI HARA.

DAWN (Karachi)

Un écart qui se creuse

QUE le tiers-monde ait aujourd'hui en proie à cette médiocrité dont se plaint le poète, comment d'ailleurs donner ? Après un dialogue Nord-Sud qui n'en finit pas, l'écart continue de se creuser entre pays riches et pays pauvres.

Jusqu'à présent, les pays nouveaux du tiers-monde (cent vingt pays en développement, dont cinquante du quart-monde, trente membres de l'OPEP) ont supporté avec patience leurs infortunes économiques. Récemment pourtant, leur dénuement s'est encore aggravé et les idées de grève qu'ils nourrissent contre le « premier monde » s'est élargie d'autant. Sur plusieurs points, le Nord refuse de changer ses habitudes d'un être et laisse le Sud s'émouvoir de dévotion dans un marasme plus profond. Tout cela malgré

le charte d'Alger de 1967, le déclinisme de 1974 sur le nouvel ordre économique international, le déclinisme de Dakar de 1975, la déclaration de Manilla, puis celle de Lima, toutes ces chartes, toutes ces déclarations solennelles qui n'ont pu ni amener la réponse que l'on attendait des dirigeants « riches », ni ouvrir la voie de la détente Nord-Sud.

Quelle sont donc les problèmes qui exacerbent la polarisation du monde ? En tout premier lieu, le déséquilibre commercial croissant, qui soulève la question capitale du transfert des ressources : en Asie, en Afrique et en Amérique latine, le Nord a la mainmise sur les trois quarts des grandes ressources minières et sur vingt-deux des matières premières les plus importantes. Rien d'étonnant à ce que le transfert des ressources du Sud au Nord stagne tous les ans au volume de l'ordre

de 250 à 300 milliards de dollars, que l'excédent commercial des pays industrialisés ait pu grimper de 15 milliards de dollars en 1963 à plus de 100 milliards l'année dernière (il a donc sauté en quinze ans) et que si les résultats économiques des pays du tiers-monde « étaient inférieurs à ce qu'ils devraient être, ils ne pourraient en prendre qu'à eux-mêmes et n'avaient rien à réclamer à personne ».

De leurs esprits conciliants, prétendent d'autre part qu'étant conçu pour équilibrer les richesses et non pour en créer, le nouvel ordre économique international ne saurait prélever la ruine du « premier monde, mais les avertissements de l'ensemble des intérêts dans le développement.

Cela dit, que faut-il faire ? Le tiers-monde a à choisir entre la confrontation et la négociation. Certaines pays nouveaux ont tenté la solution cambale, mais les structures d'un ordre économique international injuste restent inchangées. La chute de dollars continue d'élargir la stabilité monétaire du tiers-monde. Les pays développés continuent de faire des milliards de dollars de profits, alors que les trois quarts de l'humanité

de « déclaration à tout faire », présomptueuse et chicanesque, fondée sur une conception idéologique de l'économie. Certains approuvent même, M. Irving Kristol, par exemple, a écrit, il y a un certain temps, que si les résultats économiques des pays du tiers-monde « étaient inférieurs à ce qu'ils devraient être, ils ne pourraient en prendre qu'à eux-mêmes et n'avaient rien à réclamer à personne ».

De leurs esprits conciliants, prétendent d'autre part qu'étant conçu pour équilibrer les richesses et non pour en créer, le nouvel ordre économique international ne saurait prélever la ruine du « premier monde, mais les avertissements de l'ensemble des intérêts dans le développement.

Cela dit, que faut-il faire ? Le tiers-monde a à choisir entre la confrontation et la négociation. Certaines pays nouveaux ont tenté la solution cambale, mais les structures d'un ordre économique international injuste restent inchangées. La chute de dollars continue d'élargir la stabilité monétaire du tiers-monde. Les pays développés continuent de faire des milliards de dollars de profits, alors que les trois quarts de l'humanité

sont réduits à la portion congrue de 10 %. C'est pourquoi on réclame avec de plus en plus d'insistance une stratégie nouvelle : la formation de cartels comme l'OPEP, la création de banques des pays de base, de stocks réguliers, de syndicats de débiteurs et d'exportateurs de producteurs, l'amortissement des dettes en souffrance et le banissement des multinationales.

Cette politique de la confrontation ne fait pas « unanimité des pays du Sud. La plupart d'entre eux, lassés, pourtant des joutes oratoires, aimeraient poursuivre les négociations Nord-Sud, acquiescent à leur reconnaissance le mérite d'avoir créé un embryon de réflexion sur la nouvelle mondialité qui doit régir les relations économiques internationales. Cette nouvelle dimension va vers la jour que si le communisme d'inspiration du Nord et le Sud est clairement perçue et si les dirigeants du « premier monde » reconnaissent l'universelle vérité du proverbe : « Un seul pauvre suffit à menacer tous les riches ».

A.T. CHAUDHRI, *professeur au Collège de l'Université de Karachi, Pakistan.*

EL PAIS (Madrid)

L'Espagne peut servir de pont économique entre le Nord et le Sud

UN des obstacles majeurs au rétablissement de la démocratie en Espagne a été la crise économique internationale, qui a servi d'argument public aux éléments les plus réactionnaires du franquisme pour s'opposer à la mort du dictateur. En 1975, à un processus de démocratisation, désormais inéluctable, la conjonction de la crise et de la réforme politique a été encore aggravée par le déséquilibre existant entre les divers secteurs de notre économie — les uns en développement, les autres d'un haut niveau de compétitivité internationale — et par les contradictions de notre politique extérieure qui, pendant les dernières années du général Franco, oscillait entre l'amitié traditionnelle, romantique et mal comprise, avec les pays arabes et latino-américains

et la dépendance totale vis-à-vis des Etats-Unis. D'où l'attitude ambiguë de l'Espagne face aux initiatives internationales pour un nouvel ordre économique mondial, notamment dans les deux instances les plus représentatives, nées de la guerre du pétrole et du dernier affrontement franco-espagnol à l'automne 1975 : l'Organisation pour la coopération économique internationale et l'Agence internationale de l'énergie.

Depuis le début de la crise jusqu'à la chute du franquisme, l'Espagne a joué un rôle décisif dans ces deux conférences, s'efforçant de maintenir un équilibre difficile en tant que membre de l'Agence de l'énergie — dont la création avait été imposée par Henry Kissinger —

et participant au dialogue Nord-Sud en tant que pays méditerranéen. Le gouvernement de Madrid, dans le sillage de l'Europe à n'avoir que reconnu Israël (la question est toujours en suspens, liée au chantage au pétrole), les Américains ont estimé cette attitude espagnole aux deux conférences.

L'entrée de l'Espagne à l'Agence de l'énergie a été précédée d'un dialogue habilement par le vicomte Davignon, aujourd'hui commissaire de la C.E.E. — fut presque transmise par le gouvernement espagnol, qui en originait les effets pour ses relations avec les pays arabes et méditerranéens. L'Espagne dépend dans une large mesure. Davignon est le dernier mot dans les conversations avec le ministre de l'Énergie, alors ambassadeur d'Espagne à Bruxelles, et l'on s'attend, à Madrid, à l'automne, à toutes sortes de déclarations officielles, soit alignées sur le bloc occidental industrialisé.

Dans la dialogue Nord-Sud, elle a un rôle plus actif. Tout en faisant partie d'une certaine dérogation, comme la majorité des participants, elle prit presque

toujours parti en faveur des pays en développement, affrontant des convictions tiers-mondistes que, cependant, elle n'a jamais perdu de vue. Elle a été jusqu'à défendre, parmi les pays industrialisés du monde, son aide inconditionnelle aux programmes de développement international. L'Espagne fit pourtant un geste en faveur des nations sous-développées en versant 2 millions de dollars au fonds d'urgence. Mais la présence espagnole ne fut pas déterminante dans les grands débats de la Conférence de Paris sur les questions d'énergie et les prix des produits de base.

Depuis l'instauration de la démocratie en Espagne, le 15 juin 1977, à la suite d'une première élection législative — celle de l'Assemblée constituante, — la position espagnole à la Conférence de Paris a été plus affirmée. L'Espagne d'ailleurs, n'y pouvait jouer qu'un rôle assez effacé, étant absorbée par d'autres questions plus urgentes, telles que le rétablissement de la démocratie dans le pays.

Maintenant que la politique extérieure espagnole commence à s'affirmer, il faut

espérer que l'attitude du gouvernement de Madrid dans le dialogue Nord-Sud sera plus résolu et plus claire, qu'elle ne l'a été jusqu'à la chute de Franco. L'Espagne, à l'avenir, est un vaste champ d'action diplomatique, et elle doit être en mesure de jouer un rôle de médiation entre les blocs militaires, ses désignations comme allié de la coopération économique internationale, et la sécurité, sa situation géopolitique stratégique en Méditerranée, et ses liens avec l'Europe occidentale. Elle ne peut se limiter à se faire l'écho des intérêts des pays arabes et latino-américains, mais elle doit jouer, à son tour, un rôle, à condition, toutefois, que son attitude soit alignée sur les intérêts du Sud et qu'elle ne cherche pas à bénéficier de prix spéculatifs pour le brut importé, une fois que, d'ailleurs, elle n'a jamais pu obtenir.

PABLO SEBASTIAN, *professeur à l'Université de Madrid.*

Die Presse (Vienne)

D'abord une meilleure information au public

MALGRÉ la tempête et l'énergie consacrées à promouvoir le développement et les résultats remarquables obtenus dans de nombreux domaines, l'écart entre les pays riches et les pays pauvres continue à se creuser et le nombre de millions d'habitants de subsistance et d'insécurité est en constante augmentation. Cette situation est d'autant plus alarmante qu'elle coïncide avec une crise économique mondiale qui met sous de graves inquiétudes quant aux perspectives de croissance de l'économie mondiale et à la viabilité des structures économiques mondiales actuelles. Elle est encore aggravée par l'accroissement de la course aux armements qui amène à gaspiller une immense quantité de ressources humaines et matérielles et limite gravement la capacité des gouvernements à engager des actions plus vigoureuses dans des domaines plus profitables au bien-être de l'humanité.

Plus cet état de choses se prolonge, plus il sera difficile d'y mettre un terme et plus la situation aura tendance à se dégrader, avec tous les risques que comporte une telle évolution pour l'ensemble de la communauté internationale. Il est donc urgent que tous les pays s'efforcent au niveau national comme au niveau international d'une action vigoureuse et concertée.

Pour accomplir cette tâche immense, un acte de volonté politique est indispensable. Pour susciter cette volonté politique, les gouvernements doivent, notamment

dans les sociétés démocratiques, rechercher l'appui le plus large de la population. Dans de nombreux cas, la participation active de groupes d'intérêt tels que les partis politiques, les femmes, les milieux d'affaires, les syndicats, etc., sera également nécessaire. Dans de nombreux pays, l'un des plus grands obstacles à une politique plus rigoureuse du développement est le manque de compréhension de ces problèmes de la part du public. Il sera donc extrêmement important d'assurer une meilleure information, notamment par les médias.

Nombreux problèmes que pose surtout le risque du développement et l'accroissement du développement ont une dimension mondiale et ne peuvent être résolus au niveau bilatéral ou même régional. De ce fait, les représentations internationales telles que l'Organisation des Nations unies deviennent les instruments les plus importants, voire indispensables, de l'action commune. Surtout s'il s'agit de questions de développement, il est essentiel d'avoir une approche globale et intégrée et de faire intervenir le plus grand nombre de pays du monde.

La dialogue Nord-Sud est aussi, à divers degrés de vue, un dialogue entre certaines de puissance et d'influence inégales et son succès final dépendra pour beaucoup de la capacité de la communauté des nations à surmonter les intérêts légitimes de ses membres les plus faibles. A cet égard aussi, l'Organisation des Nations unies est le forum le plus approprié pour les discussions et les négociations ayant trait au développement et aux relations économiques internationales. Afin de résoudre les problèmes de développement, il ne suffit pas d'une coopération internationale plus étroite, il faut aussi une action nationale plus efficace pour entreprendre les changements fondamentaux que ce processus implique aussi bien pour les pays en développement que pour les pays développés ou pour s'adapter



(Dessin de PLANTU)
(Dessin paru dans le Monde diplomatique de mars 1978)

à ces changements. L'expérience montre qu'un développement authentique dépend en grande partie des efforts du pays industrialisé et de l'utilisation de ses propres ressources humaines et naturelles. Aussi les pays industrialisés doivent-ils développer une conscience plus aiguë de leur responsabilité envers les pays en développement. Les changements fondamentaux que ce processus implique aussi bien pour les pays en développement que pour les pays développés ou pour s'adapter

à ces changements. L'expérience montre qu'un développement authentique dépend en grande partie des efforts du pays industrialisé et de l'utilisation de ses propres ressources humaines et naturelles. Aussi les pays industrialisés doivent-ils développer une conscience plus aiguë de leur responsabilité envers les pays en développement.

Les changements fondamentaux que ce processus implique aussi bien pour les pays en développement que pour les pays développés ou pour s'adapter à ces changements. L'expérience montre qu'un développement authentique dépend en grande partie des efforts du pays industrialisé et de l'utilisation de ses propres ressources humaines et naturelles.

Enfin, pays neutres à perpétuité, placés à l'intérieur d'un monde qui se divise de plus en plus.

entre deux alliances militaires et deux systèmes économiques et sociaux différents, l'Autriche a tout intérêt à ce que les problèmes internationaux — et les problèmes de développement — ne soient pas résolus par la confrontation. Elle a tout intérêt à ce que la coopération internationale pluri-partite soit une contribution. Aussi, elle ne peut pas se limiter à se faire l'écho des intérêts des pays arabes et latino-américains, mais elle doit jouer, à son tour, un rôle, à condition, toutefois, que son attitude soit alignée sur les intérêts du Sud et qu'elle ne cherche pas à bénéficier de prix spéculatifs pour le brut importé, une fois que, d'ailleurs, elle n'a jamais pu obtenir.

Il apparaît donc nettement que, dans ses efforts pour contribuer à résoudre les problèmes du développement, l'Autriche se tourne principalement vers les Nations unies. Elle est convaincue que le dialogue Nord-Sud n'est pas seulement une importante question de principe, mais qu'elle est aussi une question de fait. Elle a tout intérêt à ce que la coopération internationale pluri-partite soit une contribution. Aussi, elle ne peut pas se limiter à se faire l'écho des intérêts des pays arabes et latino-américains, mais elle doit jouer, à son tour, un rôle, à condition, toutefois, que son attitude soit alignée sur les intérêts du Sud et qu'elle ne cherche pas à bénéficier de prix spéculatifs pour le brut importé, une fois que, d'ailleurs, elle n'a jamais pu obtenir.

En abordant ainsi les problèmes de la coopération internationale dans un esprit constructif et positif, le dialogue Nord-Sud contribuera de façon essentielle à éviter ce qui se présente comme le pire des scénarios : la confrontation et la guerre.

THOMAS KLEIST, *représentant permanent de l'Autriche auprès de l'ONU, Vienne.*

INDIAN EXPRESS (New-Delhi)

Les pays démunis doivent façonner leur destin

LE dialogue Nord-Sud se déroule sous ce nom depuis la crise pétrolière de 1973. Les termes « Nord-Sud » ne sont, bien entendu, qu'une dénomination commode pour désigner les riches et les autres, tandis que le dialogue lui-même n'est que la poursuite, sous une forme plus intensive, du débat ancien depuis des siècles des puissances et des faibles. La terminologie propre aux conférences internationales a vu et même obscurci les problèmes en jeu et il faut essayer de balayer ces toiles d'araignée pour y voir plus clair.

Les pays les plus pauvres du monde sont : l'Arabie-Saoudite, le Canada, le Japon, l'Europe occidentale et l'Union soviétique. Ils sont naturellement situés au nord de l'équateur, mais on peut en dire autant d'un grand nombre de pays pauvres, dont certains, particulièrement démunis, se trouvent en Afrique. De même, certains des systèmes économiques situés au sud de l'équateur,

tels que l'Australie et même l'Afrique du Sud, appartiennent à l'autre groupe tout par leur origine qui est le niveau de leurs revenus. Dans ce grand débat, les deux camps en présence ne forment pas des blocs homogènes. Dans le club des riches, les différences entre pays sont considérables, mais les différences sont encore plus grandes entre les pays les plus pauvres, comme, par exemple, celle du Japon et celle de l'Amérique. Cependant, l'homogénéité est bien plus faible dans le groupe des pays du Sud, et, en fait, leur diversité est considérable. Il est en soi-même même plus difficile de parler de la part des riches que de la part des pauvres.

En raison de leurs profondes disparités, les pays du groupe Sud éprouvent une difficulté extrême à conclure leur désir commun qui est de travailler de concert afin de persuader le club des riches d'instaurer un ordre économique plus équitable dans un avenir prévisible. Cette constata-

tion même entraîne dans son sillage de nouvelles déceptions et tristesses. Bien entendu, l'objectif du dialogue Nord-Sud est de faire le maximum pour élever le niveau de vie des pays pauvres.

Après des années de discussion, il est établi que les diverses mesures que l'on prendrait devraient prendre un caractère d'urgence. Dans la première, on perdrait les changements à apporter aux règles et aux conditions du commerce international afin de permettre aux pays pauvres d'accroître leurs recettes d'exportation.

La deuxième catégorie de mesures a trait au transfert effectif des biens d'équipement, qui doit s'effectuer parallèlement au transfert des connaissances techniques, pour en tirer pleinement parti. Ces transferts peuvent être réalisés grâce à l'investissement privé et à une aide économique dispensée par le club des institutions officielles, qu'elles soient bilatérales ou multilatérales.

La troisième catégorie recouvre les mesures visant à assurer un transfert direct de ressources matérielles en complément du revenu national des pays pauvres.

Or, un tel transfert ne peut se faire que par l'intermédiaire de l'aide étrangère.

On se plaint généralement de ce que l'aide publique, calculée proportionnellement au produit national brut des pays donateurs, est en baisse constante. Cette tendance n'est que l'expression d'un fait plus profond, à savoir la baisse volontaire des pays donateurs. Elle tient, en moins en moins, aux difficultés d'obtenir les pays bénéficiaires à accepter ces transferts et, d'un autre côté, elle s'explique aussi par la préférence globale du produit national brut des pays riches, une mise en valeur qui correspond à un pourcentage plus faible.

Dans les débats, on entend beaucoup parler de l'action concertée que devraient mener les pays développés pour élever le plus d'avantages possible, mais on n'entend pas parler de ce qui leur est dû pour accroître leur capacité d'absorption. Ce point, d'une importance capitale, ne peut cependant être soulevé que par les pays en développement eux-mêmes. Ils ont le droit de constituer, par des moyens adaptés à chacun d'entre eux, le potentiel qui leur

permettra en définitive de se développer sur leur propre terrain. C'est beaucoup plus difficile que d'être le pays qui reçoit des transferts ou pour réclamer à grands cris une aide étrangère.

En définitive, il appartient essentiellement aux pays pauvres de façonner leur propre destin économique. Les pays riches doivent s'efforcer de leur apporter une aide en ce sens, en accordant un transfert des ressources — matérielles et intellectuelles — mais ce sera leur rôle qui peut véritablement les assister et leur servir à bien escompter. Ce sont eux seuls qui peuvent se préparer à ce rôle en renforçant leur capacité à intégrer les structures socio-politiques et leurs modes de développement. Des mesures sur le matériel sont les bonnes intentions, qu'elles soient importantes, mal comprises, et tirent par là même à l'échec ou au résultat négatif. Ce ne peut, en fait, que les pays donateurs de se former une opinion, mais ils tirent profit de maturité et de sagesse en le gardant pour eux.

S. BHOTHALINGAM, *membre du service civil indien.*

حکومت پاکستان

Le Monde

une semaine avec

le moulin

Politique dans la tradition

« La Creuse pleure, la Corrèze parle, la Haute-Vienne paye »

La Creuse pleure, la Corrèze parle et la Haute-Vienne paye. Cette formule, qui résume la vie politique du Limousin, est bien sûr véridique par les habitants de Limoges. Pour caractériser quelle soit, elle correspond néanmoins à une certaine réalité. Le poids démographique de Limoges contrebale déjà à lui seul la Creuse et il est vrai que M. André Chandernagor, député socialiste de la Creuse et président du conseil régional, se désolait quand il constatait que son département est toujours victime d'un phénomène d'émigration. Il s'agit là d'une tradition régionale déjà ancienne qui a d'ailleurs favorisé l'implantation de la gauche. Depuis un siècle déjà, elle est au pouvoir en Limousin (1). L'esprit socialiste s'est répandu grâce aux ruraux partis s'employer dans les villes, à Paris en particulier, et revenus au pays imprégnés des idées du mouvement ouvrier. Les loges maçonniques ont joué dans cette transmission un rôle important. Si la gauche a pris dans cette région, c'est que la vie économique y est difficile. Les paysans et les ouvriers se sont en outre heurtés à un patronat particulièrement réfractaire. La situation sociale de Limoges est marquée, des insurrections de 1848 aux manifestations de 1968, par une

longue suite d'affrontements à travers lesquels se forge une culture attachée à la dimension géographique de son projet politique. Dans cette terre où la déchristianisation est ancienne, radicaux, socialistes et communistes ont successivement porté les espoirs des électeurs, comme si le vote de protestation contre les manifestations de l'autorité et de la richesse, comme si l'espoir d'une société nouvelle, avaient besoin, au fil des générations, de retrouver leur détermination d'origine. Tout comme le socialisme s'est, au début du siècle, progressivement substitué au radicalisme, le communisme enlève les anciens bastions de la S.F.I.O. En 1968 pourtant, lors de la session de Tours, seule la fédération socialiste avait rallié la III^e Internationale.

Celles de la Haute-Vienne, qui comptaient dans ses rangs Paul Faure, et de la Corrèze étaient restées fidèles à la « vieille maison ». Alors que le socialisme s'était surtout développé à partir des ouvriers limousins, le communisme, lui, vient des campagnes. Son influence s'y est lentement développée. Elle demeure étroitement liée à la défense des petites exploitations agricoles et s'appuie sur le M.O.R. La démarche qui conduit ces paysans au P.C.P. se confond parfois avec un certain positivisme, encore illustré par la campagne européenne. Tout comme le socialisme s'est, au début du siècle, progressivement substitué au radicalisme, le communisme enlève les anciens bastions de la S.F.I.O. En 1968 pourtant, lors de la session de Tours, seule la fédération socialiste avait rallié la III^e Internationale.

une partie de l'héritage radical, voire socialiste. Ils ont offert aux modérés à la fois l'occasion de se rassembler contre le P.C.P. et la perspective de bénéficier de la manne gouvernementale. Si, en Limousin, le vote d'opposition est traditionnellement dominant, il coïncide avec le souci de ne pas laisser échapper les bénéfices matériels que le pouvoir central est susceptible de distribuer. La Corrèze, notamment, a toujours eu comme parmi ses représentants un homme ayant ses entrées à Paris. Hier, c'était M. Henri Quéuille, aujourd'hui, c'est M. Jacques Chirac. L'un comme l'autre ont utilisé, pour assurer leur popularité, la vieille technique du « piégon » : trouver des petits emplois aux candidats à l'émigration. Quand M. Jacques Chirac est venu en Corrèze en 1966, le terrain n'était pas, pour les gaullistes, entièrement vierge. Depuis 1959, la circonscription de Brive était défendue par les partisans du général de Gaulle, et M. Jean Charbonnel, à partir de 1962, avait lancé quelques coups de pont vers la montagne. Il n'en demeure pas moins que c'est comme à une action personnelle d'un éminent officier que l'ancien maître de Paris a converti, poignée de main par poignée de main, des électeurs radicaux et socialistes. Il a, il est vrai, été appuyé par Georges Pompidou, qui avait donné comme consigne à ses jeunes loups d'aller « écarter les chiens hyéniques et les moutons châtés ». Face à des hommes qui, effectivement, se contentaient d'être polis, les nouveaux venus ont déployé une activité inaccoutumée et d'autant plus remarquable qu'ils bénéficiaient de

la complicité de l'administration. Les électeurs se sont laissés séduire. En ce, de leur part, une conversion au gaullisme ? Ce serait trop dire. Certes, Edmond Michelet avait été député du département de 1947 à 1951, mais les souvenirs de la Résistance n'ont pas suffi à développer le gaullisme. La tradition, des maquis à surtout bénéficié à la gauche socialiste et communiste. Les nouveaux venus se sont installés en faisant valoir les services que leurs relations parisiennes pourraient rendre bien plus qu'en développant un discours idéologique. Après M.M. Charbonnel et Chirac, ce fut, en 1973, au tour de M.M. Pierre Bechier, ancien directeur du préfet de la Corrèze, et Jean-Claude Pasty, ancien directeur des affaires sociales au ministère de l'Agriculture, pour succéder à M. Chirac, de prolonger le phénomène, respectivement dans la première circonscription de la Corrèze et la première de la Creuse. Les électeurs ont bien plus voté pour des hauts fonctionnaires susceptibles de reproduire chez eux le phénomène Chirac que pour les grands thèmes du R.P.R.

Certes, chez les agriculteurs de la Haute Corrèze, on entend souvent dire du maître de Paris : « Nous avons confiance, la Jacques ne perd jamais. Il aura l'éternité ». Les mêmes ajoutent pourtant en hochant la tête : « Ce socialisme, c'est la vie de la région ». Le doute est malgré tout instillé. Et l'administration, elle complice, le cultive aujourd'hui.

THIERRY PFISTER.

(Lire la suite page 37)

Les surprises de l'union de la gauche

En 1962, le parti socialiste contrôlait encore l'essentiel de la représentation parlementaire du Limousin. Il était, d'ailleurs, dirigé par le fils de radicaux élus par lui, cinq des six sièges de sénateurs et six des huit sièges de députés. Aujourd'hui le P.S. n'est plus toujours qu'un sénateur — encore qu'il lui sera difficile de se faire le siège de M. Champenot en Corrèze — et à conserver qu'un seul député : M. André Chandernagor.

À l'heure de ce qui s'est passé au conseil régional de la Haute-Vienne où les trois députés sont communistes, les « jeunes loups » de la V^e République ont eu, en effet, récupérer

placé en situation de déséquilibre en lui faisant perdre la fonction de pôle de regroupement des modérés soucieux de faire barrage au P.C.P. Non seulement le P.S. a vu certains de ses principaux élus comme M. Jean Monistat, député de la Corrèze, maire de Tulle, entrer en dissidence et dispenser de ce fait les forces socialistes, mais, en outre, il n'est pas parvenu à assurer la relève de ses cadres, laissant les forces socialistes, sous l'impulsion de Georges Pompidou, les « jeunes loups » de la V^e République ont eu, en effet, récupérer

la haute Corde, en même temps que du maître de Paris : « Nous avons confiance, la Jacques ne perd jamais. Il aura l'éternité ». Les mêmes ajoutent pourtant en hochant la tête : « Ce socialisme, c'est la vie de la région ». Le doute est malgré tout instillé. Et l'administration, elle complice, le cultive aujourd'hui.

« Il faut toujours voter la gauche, ça ne change rien, c'est la plus grande bienfaitrice au social. » T. P.

A l'écart des grandes routes

Tragique isolement

UNE voiture pour trois habitants, soit le même taux de motorisation qu'à Koweït... Inutile cependant de rattacher le succès des quatre-roues dans le Limousin à un quelconque phénomène de civilisation. Mieux vaut rechercher des explications plus terre à terre. Dans un pays qui se vide, à l'habitat dispersé et où l'isolement, le village indolent finit par s'installer, les boulangers, les épiceries, abandonnent leurs tournées ; l'habitant, le pouvoir, désertent les campagnes. Pour un oui ou pour un non, le population rurale est contrainte à s'écrouler vers l'ouest. L'autorail et l'autobus ont bien réussi à attirer cette clientèle, persuadée que le combat était perdu d'avance. Les responsables locaux se plaignent de la mauvaise qualité de la desserte ferroviaire entre Limoges et Lyon ? La S.N.C.F. leur répondrait : « La faiblesse des courbes de la ligne ne lui a pas des investissements importants mais seulement des opérations ponctuelles ». M. Jean-Claude Pasty, député R.P.R. de la Creuse, s'interroge : « Comment expliquer alors l'abandon de la circulation sur la route Centre Europe Atlantique maintenant que son tracé a été largement aménagé ? Comment expliquer aussi le bon démarrage des Pôles ? » Alors qu'il rallie la capitale du Limousin à la métropole des Gaules.

Est-il aujourd'hui trop tard pour réagir ? Les Limousins semblent s'habituer à l'absence de l'autorail, mais leur déception sera d'autant plus grande que l'autorail sera d'autant plus en retard. « Il ne faut pas se laisser, sous le transport public, se laisser déborder », affirme M. René Regaud, président général de la Haute-Vienne. Pour autant, les élus locaux conviennent qu'il est leur devoir d'assurer, quel qu'il soit, un service public minimum. « Pas question d'abandonner à leur isolement les personnes âgées ou handicapées, d'autre part, qui n'ont pas de voiture à leur disposition », assurent-ils. À leur égard, les pouvoirs publics, de leur côté, ont tenté de fixer en campagne des ruraux qui, faute de moyens de transport, seraient tentés de « se réfugier » en ville, dans l'agglomération de Limoges, par exemple, mais la politique de la maison de la commune, de la Haute-Vienne où les trois députés sont communistes, les « jeunes loups » de la V^e République ont eu, en effet, récupérer

L'avis des responsables de la région

GILBERT CARRÈRE

Jouer les voisins

M. Gilbert Carrère, ancien préfet du Val-d'Oise, est arrivé à Limoges comme préfet de région au début de cette année. « Le Limousin est un des plus petits régions françaises par sa taille et sa population. Ce pourrait être finalement un gros département. À l'heure de l'Europe, le concept de région a-t-il encore, dans ce cas, une justification ? — En population, le Limousin ne dépasse effectivement pas la taille d'un gros département. — Au regard des régions européennes, celle-ci se fait apparaître en effet bien chétive. — Paradoxalement le Limousin avec tous ses handicaps est une des régions où le taux de chômage est relativement inférieur. La moyenne nationale, comment expliquer cette anomalie ? — Le taux de demandes d'emploi est effectivement inférieur pour le Limousin à la moyenne nationale (4,5 contre 5,1). — Il ne s'agit pas d'une anomalie. Cette situation — très relativement privilégiée — est due par la place importante que tient l'agriculture, qui joue en Limousin un rôle d'« amortisseur » : les actifs agricoles sont des fois plus nombreux qu'en moyenne française. Mais il s'agit bien d'amortisseurs et c'est qu'ils ne sont pas en compte, étant entendu que la majorité d'entre eux ne sont pas des salariés. » (Lire la suite page 36.)

ANDRÉ CHANDERNAGOR

« Prendre » le pouvoir

M. André Chandernagor, député socialiste de la Creuse depuis 1968, président du conseil général de ce département, est, depuis 1974, président du conseil régional du Limousin. « Le conseil régional du Limousin a pris depuis plusieurs années des initiatives pour permettre aux trois départements de surmonter leurs handicaps naturels. Quels sont aujourd'hui ses projets ? — Depuis la mise en place des instances régionales, nous nous sommes fixés un certain nombre de priorités qui influencent depuis cinq ans nos décisions budgétaires. Ces priorités sont étroitement liées à deux thèmes majeurs : l'emploi et le développement. — Le développement, considéré au sens le plus large, englobe les communications routières et aériennes, auxquelles nous consacrons chaque année une part importante de notre budget, les communications ferroviaires faisant l'objet d'une étude dans le cadre d'un schéma régional des transports. Il concerne également, dans une région qui est demeurée longtemps repliée sur elle-même, la promotion économique et la promotion culturelle. — Dans ces deux domaines, les actions d'animation déférées par la région sont le plus souvent exécutées, grâce à un moyen financier qu'elle y affecte et sous son contrôle, par des organismes spécialisés, liés à elle par contrat ou par objectifs précis : c'est le cas de l'université de Limoges pour la recherche, l'Institut de la santé, l'Institut de la culture, etc. » (Lire la suite page 36.)



Tout cela, de juin à octobre au Limousin. Les CHAPELLEUX organisent des stages d'initiation et de recherche en POTERIE, DESSIN, PEINTURE, SCULPTURE sur BOIS, ÉCRITURES et TISSAGE-TAPISSERIE. S.S.F. matériel et matériel complet. Il reste encore quelques places. Renseignements aux CHAPELLEUX. La Boissière - 1910 AYEY. Tél. 050 25-15-08. AGREES PROMOFAP

BANQUE TARNEAU

UNE PRÉSENCE CONSTANTE

DANS CINQ DÉPARTEMENTS

ET A PARIS APRÈS 170 ANS

AU SERVICE

DE NOTRE CLIENTÈLE

Jouer les voisins

(Suite de la page 35.)

« L'ajoute que l'industrie — dont la place est moindre qu'en moyenne nationale (24 % des actifs contre 30 % en France) — s'est grandement diversifiée : que certains de ses secteurs se portent bien ; que l'appareil de formation professionnelle est important.

— Venant d'un département d'Ille-de-France, comment abordez-vous votre tâche dans cette région à tous égards différente de la région parisienne ?

— Les différences avec l'Ille-de-France sont en effet très grandes :

— La répartition des âges et l'évolution démographique sont à l'opposé dans les deux régions : il s'agit ici de stabiliser puis de renverser une tendance qui a conduit le Limousin à perdre en quatre-vingt ans un quart de sa population et bien moins de contenir le développement urbain que de conforter les quelques foyers supplémentaires majeurs ou petits qui forment le tissu indispensable mais aujourd'hui fragile de cette région.

— Tandis que la région parisienne est faite d'une « multitude de villes moyennes, toutes plus ou moins tournées vers Paris, Limoges — 160 000 habitants — dépasse de loin en population toutes les autres agglomérations (Brive 60 000 habitants ; aucune autre ville n'atteint les 20 000 habitants). Sans épile de rayon, cette ville a tous les atouts d'une capitale provinciale.

— L'agriculture tient ici beaucoup une grande place avec à la fois des progrès impressionnants — et des situations fort préoccupantes, des possibilités encore très insuffisamment exploitées, comme la forêt.

— La différence est aussi dans le revenu moyen des populations qui vient tout autre chose de

l'Ille-de-France : le salaire moyen « toutes catégories » y est des plus faibles de France avec cependant un léger rattrapage ces dernières années ; les revenus tirés de l'élevage ne suivent pas l'évolution générale de l'agriculture.

— La différence est enfin d'ordre sociologique : dans cette vieille province, l'histoire est imprégnée de la vie de collectivité aux traditions et aux particularités affirmées ; le développement des métiers qui vient de loin et la présence d'activités de prestige, à Limoges comme à Châteaubriant, en contrepoint la pauvreté naturelle de la région, — donc une note de fierté dans l'horizon du Limousin en ce qui touche leur province ; les relations sociales en sont empreintes sans être aussi réservées qu'on pourrait le croire à l'égard de qui vient de l'extérieur.

— Dans cet ensemble de conditions, le projet doit — outre ce qu'on sait de son rôle — plus spécialement s'attacher à développer et à capter tout ce qu'une telle région compte de capacités, d'initiative et d'innovation ; plusieurs ne manifestent en eux-mêmes, par exemple les utilisations nouvelles du bois ou la production d'énergie, la valorisation du sang rejeté par les abattoirs, les formes nouvelles de l'industrie du meuble.

— En second lieu, accélérer les aménagements routiers qui commandent les relations avec Paris, mais aussi vers le Sud — c'est-à-dire vers la Méditerranée — et le développement régional vers la région de la Gironde et de l'Atlantique, la réalisation de projets et de travaux prévus sur l'habitat.

— Enfin, contribuer à une meilleure connaissance du Limousin — dont l'image à Paris demeure — dans les possibilités industrielles, touristiques et sportives, plus grandes qu'il n'y paraît.

GILBERT CARRERE.

(Suite de la page 35.)

C'est aussi le cas des compagnies consulaires et du comité régional d'expansion pour la valorisation des productions régionales et la recherche de nouveaux débouchés. Le Centre régional du Limousin, de l'Orchestre de chambre du Limousin, des écoles de musique et associations musicales pour la diffusion culturelle.

La crise, que nous subissons à l'égard des autres régions et qui nous affecte durement, dans la mesure où notre tissu industriel est souvent jeune, donc relativement fragile, nous conduit à privilégier d'autres types d'actions : aide aux entreprises en difficulté, renforcement de nos moyens de formation et de recherche, développement de nos moyens d'accueil pour des activités nouvelles.

Notre production régionale est encore largement composée de produits bruts (viande, bois, minerais d'uranium, etc.). Nous minimisons donc dans notre recommandation essentielle la valorisation sur place de nos ressources naturelles.

— Nous savons que, quels que soient nos efforts, nous ne pouvons combler nos handicaps généraux sans l'exercice d'une solidarité nationale effective, donc d'une véritable politique d'aménagement du territoire.

Cette solidarité, nous nous efforçons, pour notre part, d'en assurer l'exercice à l'échelle de notre région. En effet, l'école rurale et la dépression démographique sont plus touchées de la même manière les différents parties de la région, et les handicaps de chacun des trois départements, qui la composent, nous sont plus identiques.

— Nous avons donc créé le Fonds de correction des déséquilibres internes, qui a permis de financer dans les zones à faible densité des programmes complémentaires d'infrastructures (alimentation en eau potable, électrification rurale, assainisse-

«Prendre» le pouvoir

ment). Notre conception de redynamiser nous a conduit à prendre des initiatives dans le domaine social (notamment pour ce qui concerne les personnes âgées, qui constituent plus de 20 % de la population régionale) et dans le domaine culturel en soutenant de manière prioritaire les équipes et les organismes qui accordent une large part à l'action en milieu rural. Dans le même esprit, nous avons mis au point un programme d'aide aux petites villes et aux villages.

— Si nous n'avons pas comblé les disparités internes à notre région, du moins nous efforçons-nous, par ce double effort d'équipement et d'animation, de les rendre moins durables.

— Dans le programme global de développement de développement du Massif Central, le

Limousin a-t-il sa juste part ?

— La question me paraît inexacte, le problème n'est pas de nous battre avec nos voisins auvergnats ; les Limousins n'ont jamais été partisans de « déshabiller Pierre pour habiller Paul ». La véritable question est de savoir si le programme pluriannuel de développement du Massif Central est doté de moyens suffisants pour corriger les déséquilibres qui affectent les régions du centre de la France. Certes, tout ce qui peut contribuer à rompre notre isolement, à enrayer la déshérence du monde rural et à renforcer les compétences de nos centres urbains est bon à prendre. La question essentielle est toutefois de savoir si un aménagement du territoire efficace est compatible avec une politique de priorités « tous azimuts ».

Les préjugés du président

— Quand, à l'échelle de la nation, toutes les régions deviennent à peu près prioritaires, les Limousins ont-ils le droit de se plaindre ? C'est bien ce qui se passe aujourd'hui où l'on constate que plus de la moitié des régions sont concernées à un titre ou à un autre par un plan spécial.

— Le Massif Central souffre de cette multiplicité de priorités concurrentes. D'autre part, les conditions mêmes dans lesquelles il a démarré — à la fin du V^e Plan, en anticipation sur le VI^e, et en liaison avec le plan de soutien à l'économie — la confusion qui en est parfois résultée dans l'implication des crédits, n'ont pas contribué, loin s'en faut, à la clarté des bilans d'exécution.

— Le dévoué à l'aménagement du territoire nous a récemment affirmé que le Limousin avait eu sa juste part dans ce programme. Il n'en demeure pas moins que le contrôle de l'exécution est encore très malade et le bilan qui vient de nous être remis récemment imprécis dans beaucoup de ses chiffres. Et puis, quelles que soient les bonnes

volontés — qui ne sont pas en cause — et l'excellence des intentions, nous ne pouvons que le regretter.

— Nous constatons que, depuis le début de l'année, telle entreprise a supprimé une quarantaine d'emplois en Creuse pour les transférer dans la région des Pays de la Loire, quand le Centre technique des caisses d'épargne envisage de quitter Limoges pour Bordeaux, quand le ministre de l'économie annonce la fermeture des ateliers du SEITA à Limoges. En fait ce qui est en cause c'est l'existence même au niveau national d'une réelle politique d'aménagement du territoire, plus que le dosage des dotations entre l'Auvergne et le Limousin dans le programme Massif Central.

— Le Limousin est une des régions où la pression fiscale régionale est la plus élevée, la plus faible. Pourquoi ? Cela ne risque-t-il pas de réduire l'efficacité de l'établissement public ?

— Notre région est l'une des plus pauvres de France. Dans le système actuel il n'est pas

raisonnable pour nous d'essayer ce que l'appellera la « course au plafond ». Je sais que dans certains milieux on nous reproche d'être, en chaque jargon théorique, qu'à 55 % du plafond. Ce reproche n'est pas sérieux. Pour nous le système fiscal régional actuel n'a guère valeur transitoire. On ne peut pas payer l'achat d'une région comme la nôtre sur la seule imposition de contribuables dont les revenus sont parmi les plus bas de France. L'union sévère, ment demander aux habitants du Limousin de faire un effort fiscal analogue à celui des régions où la richesse est très supérieure.

— De plus, et beaucoup de présidents de conseil régional en sont conscients, le vrai budget régional, c'est celui que l'Etat alloue aux préfets, en autorisant les conseils régionaux à faire, sur une petite partie de ces crédits d'Etat, un exercice de répartition entre les départements.

— Pourquoi l'annexion des régions révoquant tout ce qui a été fait régional a en crise ? Cela nous paraît être un jour éternel et préliminaire par l'Etat central.

— Le projet de réforme des collectivités locales dit-il que le Limousin a été oublié ?

— Depuis nos élections à la magistrature suprême, M. Giscard d'Estaing semble avoir pris le fait régional en compte. Cela nous paraît être un jour éternel et préliminaire par l'Etat central.

— Les timides auteurs de la loi de 1972 instituant l'établissement public régional se trouvent démentés par la loi de 1975 qui a même cette loi d'abolition.

— S'agissant du projet de réforme des collectivités locales actuellement discuté par le Parlement, le pense-t-il à moi qu'il n'y aura pas de véritable autonomie communale et cette autonomie n'est pas confortée par une instance régionale ?

— J'ajoute le point. Qu'on le veuille ou non, la région est le bon niveau pour avoir — et pourquoi pas, résoudre — la planification des investissements essentiels, les problèmes de l'emploi, la coordination des transports, l'enseignement du premier et du second degré, l'équipement sanitaire et social, l'équipement culturel, la diffusion des cultures... Car il s'agit en fait de décentraliser la France, et la décentralisation ne peut réussir que si les régions ont les compétences et les ressources pour le faire. Prendre décentraliser sans sans niveaux départemental et communal, c'est un bout de compte accuser l'omnipotence de l'Etat central !

ANDRÉ CHANDERNAGOR.

L'analyse des communistes

Casser la tutelle

DECENTRALISATION et déconcentration sont loin d'être synonymes ; mais le pouvoir exerce-t-il suffisamment la confusion dans les débats actuels sur les finances et les responsabilités des collectivités locales.

— Que signifie une véritable décentralisation ? Que chaque collectivité ait pleinement responsabilité pour tout ce qui relève de son niveau de compétences, étant entendu qu'elle reçoit les moyens financiers de ses exécutifs ; que soit établie la cohérence entre les divers niveaux par une planification décentralisée selon une procédure d'élaboration et de mise en œuvre ; et que les représentants de l'Etat exercent seulement un contrôle a posteriori. Une telle décentralisation joue dans le cadre unitaire fixé par des lois nationales, qui déterminent les compétences de chaque niveau, les orientations économiques et sociales, d'aménagement du territoire, d'ensem-

blément et de recherche. Les ressources des diverses collectivités doivent provenir pour partie des dotations prélevées sur la fiscalité nationale, pour partie d'une fiscalité propre.

— Aujourd'hui, le pouvoir se dirige dans une voie bien différente, celle d'une déconcentration qui vise à dresser une série d'échelons entre la population et le gouvernement, afin de masquer sa politique d'élites et ses carences, son désengagement financier, les transferts de charges ; il cherche à faire passer aux collectivités locales la responsabilité de l'insatisfaction des besoins sociaux et de la hausse des impôts locaux. La déconcentration n'a rien de démocratique : le Parlement n'a pas connaissance des modes de répartition des crédits budgétaires dévolus aux collectivités ; les « enveloppes » sont réparties par la CAR (Conférence administrative régionale), sans

que les élus régionaux ou départementaux puissent en modifier les volumes ; les plans de communication ou donnent un avis dont la tutelle ne tient ni compte.

— Les enveloppes sont de plus en plus minces, tandis que les transferts de charges deviennent plus nombreux et plus lourds. L'exemple le plus criant pour le Limousin et la Haute-Vienne est celui de la Haute-Vienne à pris en charge en 1973 malgré l'opposition des conseils généraux communistes (les) 514 km d'ex-R.N., en cinq ans, leur entretien a coûté à l'Etat 7 000 F par km, ce qui correspond à une diminution de valeur réelle de 23,3 % ; la participation du département s'est élevée à 10 514 F par km. En 1979, l'Etat va plus loin : il a demandé à l'établissement public

régional du Limousin de financer une partie de l'amélioration de la R.N. 102-101. La Croisette-Belle, qui fait partie de l'itinéraire prioritaire Centre Europe-Atlantique 7-2 MF de travaux. Seuls les conseillers régionaux communistes ont refusé de mettre le doigt dans l'engrenage.

— Autre exemple : la femme université de Limoges développe des filières de recherche et de formation liées aux ressources de la zone économique industrielle des zones émiriques industrielles, agro-alimentaires. L'E.P.R. du Limousin et le conseil général de la Haute-Vienne ont dû consentir de grands efforts pour aller à leur création ; pour l'E.P.R. le département a fourni 0,32 MF, l'E.P.R. près de 1,5 MF dans le cadre d'un programme triennal.

On pourrait multiplier les exemples : les élus locaux les

connaissent bien. Les projets en discussion au Parlement préparent de nouveaux transferts, tout en condamnant les élus à gérer encore davantage la crise dans une pénurie renforcée et en culpabilisant ceux qui veulent (trop ?) réaliser.

— Les collectivités ont besoin de la vraie décentralisation définie plus haut ; pour cela, il faut une politique qui se donne pour objectif la satisfaction des besoins de la population et pour moyen la démocratie. Dans notre région, d'ailleurs délaissée, sacrifiée par le pouvoir, cette essence est d'autant plus fortement ressentie et exprimée par les élus et une population qui veut vivre, travailler et décider en Limousin. Les élus communistes sont pour quelque chose dans cette prise de conscience.

HELENE CONSTANS, députée de la Haute-Vienne, membre du comité central du P.C.F.

LIMOGES

Soleille ville de 150.000 habitants entre Loire et Garonne, Auvergne et Atlantique.

Une ville en plein essor :

Centre économique polyvalent

Industries diversifiées - Poteries et industries des arts du feu - Cuir et peaux - Chaussures - Mécanique - Textile - Industrie du bois - Papeterie - Imprimerie - Bâtiment - Travaux publics - Construction électrique - Industrie pharmaceutique - Industries de la viande - Grande entreprise commerciale - Quatre zones industrielles (500 hectares environ). Avantages consentis aux industries pour création d'emplois.

Centre culturel et touristique

Théâtre moderne - Saison lyrique - Troupe nationale permanente d'art dramatique - Conservatoire National de Musique - Vie musicale active - Ensembles instrumentaux - Sociétés musicales - Bois nationaux d'arts décoratifs - Musée national de la céramique - Musée municipal (musée archéologique).

Stade de football et d'équitation.

Stade des populations régionales de tennis Limousin - Marche - Quercy - Périgord.

Centre administratif

150 000 habitants en 1974 - 120 000 habitants en 1979.

Stade d'Université.

Quatre facultés et écoles supérieures : Lettres et sciences humaines : Sciences exactes et naturelles : Sciences médicales et pharmaceutiques - Institut universitaire de technologie - Ecole d'ingénieurs : Ecole de haute école supérieure française d'industrie du Centre associée au Conservatoire National des Arts et Métiers - Fondation de l'Est - Laboratoire et Centre de recherches.

Centre hospitalier régional universitaire de 1 000 lits.

— Aéroport moderne.

— Pontons modernes, routes catégoriques (1 500 camions).

— Ville verte : 350 hectares d'espaces verts aménagés.

Ensemble sportif complet : deux complexes sportifs polyvalents, Golf de 18 trous, six piscines.

حکومت الاحل

le Limousin
avoir

le Limousin

... LE MONDE — 24-25 juin 1979 — Page 37

Avec de la terre aux sabots

(Suite de la page 35.)

Il n'empêche qu'en 1928 lors du scrutin législatif on ne dénombre que deux voix pour le P.C.F. à Budelliers. Et il faudra que M. Raymond Accourburier attende une trentaine d'années pour découvrir enfin qu'il était un notable. Il est invité aux mariages et les familles la pimentent à côté du curé. Les deux hommes font bon ménage. M. Accourburier s'attache à ne pas confondre « ceux qui nous font croire qu'ils ne croient pas et les autres ». « L'anticléricalisme, ça n'est pas une position politique... »

Quand il lui faut définir le fond de sa doctrine, il retrouve des mots que n'aurait sans doute pas rangés son radical de père : « Il faut être rationnel, honnête et logique. Pour le raison, pas du problème. M. Accourburier, en faisant sa moustache blanche, prend soin de rimer son ensemble tout système dominé par un État-patron, mais aussi l'indépendance des terres, la France est un petit possesseur, explique-t-il. Il faut le défendre. L'indépendance s'est établie agent immobilier.

La communisme n'est plus, à ses yeux, qu'un objectif lointain. Si ses concitoyens de Budelliers votent à présent à 65 % pour le P.C.F., c'est qu'ils savent bien que les communistes ne seront pas en mesure de l'immédiat.

« Il faut être la preuve que ce que vous dites est bon », note-t-il. Il croit à l'union de la gauche et espérait voir enfin une expérience gouvernementale socialiste-communiste. A vrai dire, il n'imagine pas que les deux parties puissent demeurer bien longtemps séparées. Comment pourrait-il résister l'un sans l'autre ? On entre toutefois, à ce niveau, dans un univers qui n'est plus le sien. Il constate, mais se sent impuissant. Sur le fond, il fait confiance à son parti, comme toujours. La fidélité lui semble une règle inviolable, même si elle n'arrivait pas les états d'âme. Les intellectuels en ont, par là, il les comprend d'autant mieux que lui-même se demande si, à propos de Staline, le parti n'y va pas un peu trop fort. Certes, il y a des crimes impardonables, mais enfin n'oublions pas que un peu vite le communiste de l'époque ? Et, après tout, Staline lui-même aurait

sans doute des positions bien différentes aujourd'hui.

Du parti, il conserve une vision quelque peu stérile. Sa règle demeure : mieux vaut la qualité que la quantité. Sa véritable passion, c'est le football. Voilà quarante ans qu'il pousse aux destinées du club local, dont il est d'ailleurs le fondateur. Un club qui, à trois reprises déjà, a enlevé la coupe de la Creuse. Quant à la commune, elle est devenue sa famille. N'ayant pas d'enfant, il se consacre à elle avec d'autant plus de zèle. Toujours réçu à la mairie, il a dû, au revanche, brigner cinq fois le siège de conseiller général avant de l'obtenir enfin. Il y a trois mois, M. Raymond Accourburier a, carme, moins de temps pour faire son poème ou pour nourrir ses pigeons, mais ce titre le récompense, un peu comme un prix à la fin de l'année scolaire. C'est avec fierté qu'il prend désormais régulièrement la route de Guéret, pour aller au sein de cette curieuse assemblée qui, dans un département rural, ne compte dans ses rangs aucun agriculteur. — T. P.

Politique dans la tradition

(Suite de la page 35.)

S'il n'est pas possible de couper le ruban des crédits d'une ville importante comme Brive, même lorsqu'on souhaite exorciser une pression sur son maire, il est plus aisé de laisser traîner les dossiers de petites communes rurales. Électeur de montrer aux habitants que les circuits officiels ne sont plus les mêmes qu'il y a.

M. M. Chirac et M. Charbonnel ne sont-estiment la manœuvre. Certes, ils savent l'U.D.P. pratiquement non implantée dans le département, mais ils ne peuvent laisser sauter les bases de leur pouvoir. Le maire de Paris, par exemple, ne partait pratiquement pas à la vie du conseil régional. Il

traite directement avec le préfet de région. Si cette méthode devait progressivement se bloquer, la situation électorale du président du R.P.R. risquerait rapidement de s'en ressentir. C'est un réflexe commun de défense qui a rapproché MM. Chirac et Charbonnel. Il y a trois ans, à l'issue du scrutin cantonal, ils ont dû unir leurs forces pour éviter que le P.C.F. ne devienne la présidence de l'Assemblée départementale.

La prise de contrôle par les communistes de la ville de Thuliez en effet, s'inscrivent compliqués les données du problème. Cette municipalité, traditionnellement socialiste, n'aurait en effet pas dû pouvoir passer au P.C.F. vu la fonctionnariat, dont la seule industrie impor-

tante reste une manufacture militaire, c'est-à-dire un établissement d'outils soigneusement soignés les cadres communistes. Thuliez ne doit qu'à l'épisode d'indépendance local du P.S. son changement de cap politique. Fort de cette base, M. Pierre Franchère, figure typique du communisme rural, bien qu'ayant été personnellement battu lors du scrutin municipal de 1977, manœuvre habilement pour transformer une situation exceptionnelle en une acquis durable.

Déjà, aux élections cantonales, il a à la fois prouvé que l'implantation socialiste n'est pas une demeure fragile et que le P.C.F. peut devenir la première force politique du département. — THÉRIER FRISTER.

Un bastion en Haute-Vienne

Les socialistes depuis 1912...

Le P.S. contrôle la mairie de Limoges pratiquement sans interruption depuis 1912. Récemment, est-ce tant d'ajouter à la liste des socialistes qui ont exercé la fonction de maire de la ville. Reste à savoir s'il s'agit d'un ultime bastion en voie d'émiettement ou de la base qui va permettre aux socialistes de reconquérir des circonscriptions législatives.

Pour les pessimistes, le déclin du P.S. semble irrémédiable. Lors des élections européennes, l'écart s'en est encore creusé entre lui et le P.C.F. au bénéfice des communistes. D'un peu plus de sept points de pourcentage en 1978, il frise à présent les vingt points. D'élection législative en 1981, le P.S. a échoué dans ses tentatives de renouveau. En 1973, il a perdu le siège de M. Regaudin, en 1978, celui de M. Longuepue, le maire de Limoges ayant, entre-temps, choisi de devenir sénateur. Bien plus, la mise en œuvre de la stratégie d'union de la gauche lors des élections municipales de 1977 a permis au P.C.F. de faire son entrée à l'hôtel de ville de Limoges. Avec douze sièges et un poste d'adjoint pour Mme Hélène Costeux, député communiste, le coup serait dans la bergerie.

Pour les optimistes, au premier rang desquels figurent bien sûr les responsables du P.S., les échecs socialistes dans la Haute-Vienne sont provisoires et s'expliquent par de simples erreurs tactiques. Que le P.S. refuse son unité, trouve de bons candidats et il pourra regagner au moins une partie du terrain perdu.

De fait, indépendamment du maire de Limoges, les socialistes conservent des bases sérieuses : dix-sept conseillers généraux, soixante-six maires, deux mille adhérents répartis en cent vingt sections. Le tiers des effectifs de la fédération départe-

mentale militent à Limoges. Un militantisme « noté » comme disent les socialistes locaux, en ce sens que les adhérents rejoignent de préférence telle ou telle section non pas en fonction de leur lieu de domicile mais par affinité avec un des courants ou sous-courants qui traversent le P.S. Ce type de regroupement ne contribue pas à l'homogénéisation des socialistes et rend plus difficile leur mobilisation.

Quatre groupes dominent en fait la fédération départementale. Ils ne correspondent pas exactement aux courants nationaux du P.S. Il s'agit des partisans de M. Longuepue, d'une part, et de ceux de M. Lacombe, d'autre part, des fidèles du premier secrétaire et des partisans des thèses du C.R.E.S. Une vieille rivalité oppose les deux échevins, M. Robert Lacombe

net s'était, sans succès, opposé à l'entrée du maire de Limoges au Palais du Luxembourg, et avait été conduit à démissionner de ses fonctions de premier secrétaire de la fédération du P.S.

Une fois de plus, le maire de Limoges avait prouvé sa compétence en matière de dosage. Combien de fois M. Longuepue s'est-il entendu rappeler ce talent, toujours associé à sa profession de pharmacien ? L'image du socialisme à Limoges est celle de la modération. M. François Mitterrand lui-même, lors de la préparation des élections municipales de 1977, avait proposé de ne pas appliquer au chef-lieu de la Haute-Vienne la règle de l'union de la gauche. C'est M. Longuepue qui a estimé ne pas avoir besoin d'une exception. De fait, il est parvenu à un accord avec le P.C.F.

Succession-clé

Si le maire de Limoges est effectivement un modéré, ce qualificatif ne suffit pas à le dépeindre. Il est d'abord un héritier. Fils d'industriel, membre des Jeunes socialistes dès 1932, il porte toujours dans son portefeuille la photo d'un de ses aïeux, le photographe de l'Action du Peuple du Centre achetée naguère par son père. Il rappelle volontiers qu'il est communiste et demeure fidèle à son parti, même lorsque les options politiques choisies ne le satisfaisaient pas. Cette attitude est, il est vrai, nécessaire sur une terre où elle constitue l'une des principales caractéristiques de la vie publique.

Les nombreux socialistes au niveau de parti qui se rendent individuellement leur chance au fil des années ont tous échoué. Pour autant, il n'est pas toujours aisé de respecter la règle du jeu. M. Gérard Vignat, maire de Linaz, l'un des animateurs locaux du C.R.E.S., a pu en faire l'expérience lors des dernières élections cantonales. Désigné

comme candidat socialiste face à Mme Costeux (P.C.F.), dans la première circonscription, par la fédération départementale, son investiture n'avait pas été ratifiée par la direction locale du P.S. Cet épisode n'a pas aidé à intégrer le C.R.E.S. — qui représentait 15,8 % des suffrages lors du congrès de Metz — dans la vie de la fédération départementale. Surtout qu'il ne s'agit pas du premier incident. En 1973, M. Georges Barre, conseiller de Paris, avait tenté sa chance dans cette même circonscription. C'est alors que le siège avait été enlevé par le P.C.F.

Après échouer dans ses relèves au niveau législatif, le parti socialiste doit déjà commencer à préparer la succession de M. Longuepue. L'enjeu est, en effet, pour lui, décisif. Or le maire de Limoges dispose d'un électorat personnel non négligeable, dont l'éparpillement éventuel pourrait remettre en cause la longévité socialiste sur la capitale du Limousin. — T. P.

Nourri de traditions, ouvert sur l'avenir le Limousin, pays du savoir-faire

Pays de l'arbre et de l'eau nourri de traditions, ouvert sur l'avenir, le Limousin ne regrette pas d'avoir conservé sa personnalité, en préservant avec bonheur son agriculture et son artisanat.

Pays vert, l'élevage des ovins et des bovins — dont la qualité de la viande est mondialement reconnue — constitue un apport important du cheptel national. La forêt produit plus de 1,2 million de m³ de bois par an.

Pays du traditionnel, artisanat de la pierre et de l'émail ou de la porcelaine, ou de la tapisserie, ces activités, dont certaines remontent au Moyen Âge, ont développé le goût du travail bien fait, de la précision et du fini.

Une main-d'œuvre ainsi préparée se tourne depuis plusieurs années avec les mêmes aptitudes vers des tâches de productions modernes et exigeantes : machines-outils perfectionnées, filtres hydrauliques et altimètres pour le Concorde et l'Airbus, appareillage radio pour sous-marins nucléaires, photo multiplicateur pour la NASA, etc.

Ce changement entre des métiers ancestraux et l'application de techniques de pointe s'opère sans rupture : le « savoir-faire » régional est stimulé par le dynamisme d'une jeune université qui a trouvé dans le Limousin un terrain favorable à son enracinement.

Cette université est parvenue sans à-coups à s'insérer

dans la vie économique régionale ; elle a, grâce à son appareil de formation adapté, suscité des tâches nouvelles : céramique, micro-onde, industries agro-alimentaires, filières du traitement des eaux... Elle a encore accru les moyens de formation professionnelle, ouvrant plus largement les voies vers la recherche.

Un effort, que diversifieront l'école nationale supérieure de céramique industrielle qui vient de s'installer à Limoges et bientôt l'Institut national de formation pour les économies d'énergie.

Etablissement public
régional du Limousin,
41, bd Carnot,
87000 LIMOGES
(55) 79-49-75



LES CONCLUSIONS DES « NEUF » : une « stratégie mondiale » est indispensable pour éviter « une crise d'une grande ampleur »

L'essentiel des conclusions du conseil européen de Strasbourg (jeudi 21 et vendredi 22 juin) est consacré à l'énergie. En voici les principaux passages.

« Le conseil européen considère qu'il est indispensable que soit définie entre les pays consommateurs et les pays producteurs une stratégie énergétique mondiale viable ».

« Assurer une utilisation plus moderne et plus rationnelle du pétrole en tant que ressource nationale non renouvelable ».

« Permettre la poursuite d'une croissance économique ne dépendant pas de l'augmentation de la consommation de pétrole mais fondée sur le développement des autres ressources énergétiques ».

« Assurer que les pays en voie de développement puissent bénéficier de l'énergie nécessaire à leur croissance ».

« Si une telle stratégie ne peut être mise au point, le monde s'achèvera rapidement par une crise économique et sociale d'une grande ampleur ».

Limitier les importations de pétrole

« Le conseil européen affirme la volonté de la Communauté de prendre une part croissante dans cette action. Il rappelle les décisions de la période 1974-1975 et de mars 1979 et en particulier l'objectif de limiter la consommation de pétrole en 1980 ».

« Le conseil européen exprime en outre sa volonté de poursuivre et d'intensifier cet effort de limitation de la consommation de pétrole et, grâce à des mesures d'énergie, au développement des productions propres et à l'utilisation progressive des énergies de remplacement, de maintenir au cours de la période 1980-1985, les importations de la Communauté à un niveau annuel qui ne soit supérieur à celui de 1978 ».

« Un effort de cette ampleur ne pourra être poursuivi que par un effort continu, d'une portée comparable, et consenti par les autres pays consommateurs industriels qui doivent eux aussi limiter leurs importations de pétrole ».

« Un effort sera accompagné d'une action à l'égard des marchés libres où sont pratiqués des prix sans rapport avec ceux pratiqués par les pays producteurs ».

« Le conseil européen se félicite

des dispositions prises à cet égard par le conseil européen en ce qui concerne l'interdiction de la sur-oilisation du marché. Ce qui concerne l'interdiction de la sur-oilisation du marché, d'où les tensions internationales, il insiste le conseil d'énergie à mettre en œuvre les dispositions dont il a posé les principes et les États industrialisés sont prêts à adapter des mesures énergétiques à l'égard des États membres et de la Communauté, qui participent au sommet de Tokyo, et à examiner avec les autres participants à cette réunion les dispositions complémentaires qui devraient être prises ».

Dans l'immédiat, les États membres se déclarent prêts à développer les compagnies de participation à des entreprises sur les marchés à des prix excessifs. Pour que ces efforts conduisent à des résultats compatibles avec la croissance de leur économie, la Communauté et les États membres poursuivront et intensifieront le redoublement énergétique déjà amorcé. Ce redoublement reposera sur un renforcement des recherches nouvelles pour le développement de l'énergie et mettra en œuvre l'énergie nucléaire, le charbon et les autres sources d'énergie de remplacement.

« La Communauté a déjà entrepris un important effort d'économie d'énergie et doit continuer à renforcer les programmes de recherche nationale et communautaire, afin de promouvoir une croissance économique en énergie, contribution de la Communauté d'investissement dans ce secteur ».

« Sans développement de l'énergie nucléaire, les dépenses énergétiques à venir, si elles ne sont pas de croissance économique possible, le programme nucléaire doit donc être vigoureusement relancé. Le recours à l'énergie nucléaire dans le respect des conditions assurant la sécurité des installations et la sûreté des centrales, tout en respectant ce que cette question relève des autorités nationales, est une préoccupation commune à tous les États membres de la Communauté ».

« Dans la perspective de l'inflation, les prix du pétrole, l'industrie du charbon dans les centrales ther-

miques doit être immédiatement encouragée ; son usage dans l'industrie doit être encouragé en particulier. Les programmes technologiques doivent être mis en œuvre de nouveaux procédés de production, de transport et de transformation du charbon seront encouragés ».

« Le conseil européen constate que les relations commerciales entre les États membres et les autres pays consommateurs industriels en matière de recherche et de développement dans le secteur de l'énergie, en coordination des actions nationales et des programmes communs afin de développer, à court terme, des perspectives plus concrètes, une utilisation économique des nouvelles ressources énergétiques de l'énergie solaire et de l'énergie géothermique. Comme l'énergie nucléaire, ces énergies propres à contribuer à arrêter l'augmentation de la dépendance de la sphère en gaz carbonique qui résulte de l'utilisation des combustibles fossiles ».

« Des recherches seront également pour but de promouvoir des recherches nouvelles pour le développement de l'énergie nucléaire et pour la réalisation d'économies d'énergie ».

« Les décisions arrêtées aujourd'hui ont pour but de promouvoir des recherches nouvelles pour le développement de l'énergie nucléaire et pour la réalisation d'économies d'énergie ».

« Les décisions arrêtées aujourd'hui ont pour but de promouvoir des recherches nouvelles pour le développement de l'énergie nucléaire et pour la réalisation d'économies d'énergie ».

« Les décisions arrêtées aujourd'hui ont pour but de promouvoir des recherches nouvelles pour le développement de l'énergie nucléaire et pour la réalisation d'économies d'énergie ».

« Les décisions arrêtées aujourd'hui ont pour but de promouvoir des recherches nouvelles pour le développement de l'énergie nucléaire et pour la réalisation d'économies d'énergie ».

« A la suite d'observations formulées par plusieurs délégations (il s'agit principalement de la Grande-Bretagne), le Neuf ont chargé la Commission de préparer une étude sur les conséquences financières de l'application du système budgétaire sur la situation de chaque État membre ».

« La Commission examinera notamment comment le système budgétaire peut être corrigé pour assurer une situation particulièrement préconçue ».

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

Les Japonais se joindront aux Européens pour inciter les Américains à réduire leurs importations pétrolières

Après le conseil européen qui s'est achevé vendredi 22 juin à Strasbourg, l'attention se porte sur le sommet des grands pays industrialisés occidentaux (Allemagne fédérale, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon) à Tokyo les 28 et 29 juin. Quelle sera l'attitude des autres grands pays industrialisés de la Communauté et des Américains et Japonais — dont la coopération est indispensable à la stratégie énergétique mondiale — préconisée par les Neuf ?

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

les fournisseurs à vendre leurs produits ailleurs que sur les marchés libres européens.

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

LE NUCLEAIRE REPRÉSENTERAIT 24 % DES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES FRANÇAISES EN 1990

Les sources d'approvisionnement en énergie nucléaire (chiffres de 1978) sont les suivantes : pétrole (38,6 %), charbon (17,7 %), gaz naturel (14,5 %), énergie hydraulique (8,8 %), nucléaire (3,4 %).

La politique du développement en matière énergétique aboutira à une augmentation des ressources énergétiques françaises de 24 % en 1990, dont 13 % de nucléaire.

Le P.S. vient de présenter l'objectif de 24 % de nucléaire en 1990, ce qui correspond à une augmentation de 13 % de la production d'énergie qui couvrirait dans ce programme les besoins français de 1990.

SI L'LOPEP RELÈVE SES TARIFS Une nouvelle augmentation du prix des carburants est probable avant le 5 août

Le prix du super — qui est de 230 F à Paris et compte du 22 juin — sera augmenté de 10 F par litre à partir du 5 août.

En raison de l'alignement des prix des carburants français sur ceux des autres pays de la Communauté, le prix du super sera porté à 240 F.

Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

des produits pétroliers devrait intervenir au plus tard le 10 août.

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

Les organisations syndicales et politiques de gauche lanceraient une campagne « pour une autre politique de l'énergie »

La politique d'économie d'énergie amorcée par le gouvernement le 20 juin soulève de nombreuses critiques.

La C.F.D.T. estime que le gouvernement a improvisé la tâche un plan désastreux pour masquer une double subordination aux chocs des crises économiques et financières qui conduisent la reconstruction industrielle ; les groupes du pétrole et du nucléaire d'une part, les groupes du charbon d'autre part.

« En matière d'économie d'énergie, la C.F.D.T. soutient la nécessité d'un plan d'équipement collectif, d'une masse de crédits publics pour les investissements et l'innovation économique la consommation des ressources rares et d'un vaste programme d'isolation thermique du logement. Un tel plan doit avoir le même objectif que le programme nucléaire ».

« Tous comptes faits, il y a une disparité, et elle est flagrante, entre les dépenses publiques et les crédits privés en matière d'énergie et aux énergies nouvelles. Le rapport est de 1 à 50. Une telle politique est inefficace. Elle conduit donc, à terme, au relâchement ».

La C.G.D.T. annonce une campagne communale aux grandes organisations syndicales, politiques de gauche, et aux organisations populaires sur la thème : « pour une autre politique de l'énergie et pour un débat démocratique ».

tion pour la sécurité des usages d'énergie, la C.F.D.T. soutient la nécessité d'un plan d'équipement collectif, d'une masse de crédits publics pour les investissements et l'innovation économique la consommation des ressources rares et d'un vaste programme d'isolation thermique du logement. Un tel plan doit avoir le même objectif que le programme nucléaire ».

« Tous comptes faits, il y a une disparité, et elle est flagrante, entre les dépenses publiques et les crédits privés en matière d'énergie et aux énergies nouvelles. Le rapport est de 1 à 50. Une telle politique est inefficace. Elle conduit donc, à terme, au relâchement ».

La C.G.D.T. annonce une campagne communale aux grandes organisations syndicales, politiques de gauche, et aux organisations populaires sur la thème : « pour une autre politique de l'énergie et pour un débat démocratique ».

Le financement du budget

Les Neuf ont estimé que les élections européennes « ont conduit à une situation nouvelle ».

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

Pour quelques barils de plus

L'OPEP de 30 millions de barils par jour, une simple augmentation de 5 % contre un supplément annuel de 10 %.

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

PRIX

La hausse des loyers s'élève à 6,5 % à 12 %.

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

LA HAUSSE DES LOYERS

La hausse des loyers s'élève à 6,5 % à 12 %.

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

La hausse des loyers

La hausse des loyers s'élève à 6,5 % à 12 %.

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

La hausse des loyers

La hausse des loyers s'élève à 6,5 % à 12 %.

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

La hausse des loyers

La hausse des loyers s'élève à 6,5 % à 12 %.

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

La hausse des loyers

La hausse des loyers s'élève à 6,5 % à 12 %.

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

La hausse des loyers

La hausse des loyers s'élève à 6,5 % à 12 %.

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

La hausse des loyers

La hausse des loyers s'élève à 6,5 % à 12 %.

« Le conseil européen a décidé de demander au gouvernement de M. Wilson, lors de la réévaluation ».

